

Sécurité et développement : Des think tanks américains saluent le rôle régional de l'Algérie P3



Gaz de pétrole liquéfié
L'Algérie occupe la deuxième place mondiale derrière les États-Unis P2

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Jeudi 21 mai 2026 / N° 1347 / PRIX 20 DA

Dessalement d'eau de mer

L'EXPERTISE ALGÉRIENNE

La station de dessalement d'eau de mer de Ras el-Abyad à Oran, s'est classée à la deuxième place mondiale lors des Global Water Awards 2026 dans la catégorie des meilleurs projets de dessalement d'eau de mer. P4



AU DEUXIÈME JOUR DE SA VISITE D'INSPECTION À LA 2^E RM, CHANEGRIHA SUPERVISE DEUX EXERCICES TACTIQUES NAVALS ET AÉRIENS P2



Le gouvernement se penche sur la cartographie sociale
CARTOGRAPHIER LE TERRITOIRE AUTREMENT P3

AADL 3 : 73 % des logements de la première phase en chantier

LA MACHINE MISE EN BRANLE, SPÉCIFICITÉ AU SUD

Les autorités compétentes ont œuvré à la préparation des terrains et à la levée de tous les obstacles administratifs dans les différentes wilayas afin d'accélérer la mise en œuvre du programme. P2



Législatives du 2 juillet Forte mobilisation

PAR BOUALEM B.

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a publié un bilan détaillé des opérations de retrait et de dépôt des dossiers de déclaration collective de candidature, à un peu plus d'un mois du scrutin législatif fixé au 2 juillet. Les chiffres traduisent une mobilisation importante des formations politiques et une participation notable des candidats indépendants, tout en dessinant des contrastes entre le territoire national et l'étranger. À l'intérieur du pays, 1 484 dossiers ont été retirés dans les 69 wilayas, dont 1 208 listes parrainées par 36 partis, une liste soutenue par une alliance et 275 listes indépendantes. Le mouvement s'accompagne d'une collecte massive de formulaires de parrainage individuel : 1 897 248 formulaires ont été retirés. Ces volumes indiquent une campagne préliminaire très active, où partis politiques et candidats sans étiquette partisane cherchent à sécuriser leur présence sur les listes. Sur le plan du dépôt formel des candidatures, 786 dossiers ont finalement été déposés à l'intérieur du pays. Ces dossiers comprennent 647 listes portées par 32 partis, une liste d'alliance et 138 listes indépendantes, soit un total de 10 144 candidats. Le rapport entre dossiers retirés et dossiers déposés montre un tri important dans les étapes préalables, car nombre de collectes de signatures n'aboutissent pas systématiquement à un dépôt définitif, ce qui reflète les efforts politiques et logistiques liés à la validation des candidatures. Pour la circonscription des citoyens algériens établis à l'étranger, la dynamique est moins massive mais reste sensiblement active. 91 dossiers ont été retirés dans huit zones géographiques (80 parrainés par 22 partis, deux listes d'alliance et neuf indépendantes), et 2 102 formulaires de parrainage individuel ont été retirés. Au final, 66 dossiers ont été déposés à l'étranger, dont 59 par des partis (15 partis représentés), une liste d'alliance et six listes indépendantes, regroupant 528 candidats. Ces éléments permettent d'esquisser plusieurs enseignements. D'abord, les partis politiques conservent l'initiative : la grande majorité des dossiers déposés sont portés par des formations organisées, qui disposent des réseaux et des ressources nécessaires pour transformer la mobilisation initiale en candidatures validées. Ensuite, la présence de listes indépendantes, plus d'un millier retirées au total et plusieurs centaines déposées, témoigne d'une volonté d'alternative ou de renouvellement politique, même si leur taux de conversion en candidatures retenues reste inférieur à celui des partis. Enfin, le contraste entre retraits et dépôts met en lumière les barrières pratiques qui pèsent sur l'accès au scrutin, notamment la vérification des signatures et les délais administratifs. Ces facteurs jouent un rôle déterminant pour expliquer qu'un grand nombre d'initiatives ne franchissent pas l'étape du dépôt. À six semaines du vote, l'ANIE livre ainsi un bilan significatif : la course aux candidatures est lancée, avec une offre politique large et hétérogène. La suite du calendrier, validation des dossiers, campagne officielle et, le cas échéant, contentieux, déterminera si cette diversité des listes se traduira en une recomposition réelle de l'Assemblée.

AADL 3 : 73 % DES LOGEMENTS DE LA PREMIÈRE PHASE EN CHANTIER La machine mise en branle, spécificité au Sud

Le programme de location-vente AADL 3 est entré dans sa phase concrète de réalisation avec le lancement effectif des travaux de 146.640 logements à travers le territoire national, soit un taux de 73 % de la première partie du programme de 200.000 unités, a appris l'APS auprès de l'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL).

PAR MERIEM KA

Cette progression, enregistrée depuis le début de l'année, s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du plan de construction des 200.000 unités prévues dans la loi de finances 2025, a précisé la même source, attribuant cette performance à la levée définitive des contraintes administratives et à la finalisation des procédures de sélection des bureaux d'études chargés du suivi technique sur le terrain. Dans le cadre de ce programme, la wilaya de Djelfa a bénéficié d'un quota de 1.500 logements, dont un projet de 1.000 unités qui affiche déjà un taux d'avancement supérieur à 20 %. La wilaya de Médéa s'est vue, quant à elle, attribuer 1.400 logements, dont la construction est en cours, tout comme la wilaya d'El Tarf avec 870 logements. La construction a également débuté dans la wilaya d'Oran, qui bénéficie de 8.150 logements, ainsi qu'à Aïn Témouchent (2.000 logements) et à Mila (2.225 logements), dont 400 dans la daïra de Chelghoum Laïd, avec un taux d'avancement de 50 %, selon les données fournies par l'agence. Dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, les travaux ont été entamés pour 1.500 logements, dont un taux

d'avancement estimé à 50 % pour 600 logements, tandis que Bordj Bou Arreridj dispose d'un programme de 4.000 logements. Dans la wilaya de M'sila, les travaux ont été entamés pour 2.115 logements, dont un lot de 1.615 unités qui enregistre un taux de progression de 25 %, a détaillé l'organisme public, en rappelant que le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville avait déjà préparé minutieusement le lancement du programme AADL 3 à travers plusieurs phases clés. Il s'agit notamment des travaux de terrassement entamés le 5 juillet 2025 sur 16 pôles urbains, couvrant une superficie totale d'environ 34.000 hectares et destinés à accueillir les logements prévus dans le cadre du programme AADL 3, ajoute la même source. Les autorités compétentes ont œuvré, selon l'AADL, à la préparation des terrains et à la levée de tous les obstacles administratifs dans les différentes wilayas afin d'accélérer la mise en œuvre du programme. Parallèlement, des réunions régulières ont été organisées pour suivre l'avancement des études du programme, notamment les études de sol ainsi que la sélection des bureaux d'études et des entreprises de construction.



Un cachet architectural spécifique pour le Grand Sud

S'agissant des wilayas du Sud, un modèle urbanistique adapté aux spécificités climatiques de la région a été adopté, a indiqué l'agence, citant l'exemple de la construction de 1.600 logements dans la wilaya de Ouargla, qui présente une conception unique comprenant 800 appartements de type « F3 » (70 m²) et 800 appartements « F4 » (85 m²). L'AADL a également mis en avant l'utilisation exclusive de matériaux de construction algériens et d'une main-d'œuvre locale pour l'ensemble du programme AADL 3, une démarche qui s'inscrit dans le cadre du soutien au produit national et de l'essor économique local. Sur le plan technique, ces logements seront conçus en bâtiments de faible hauteur, ne comprenant que quatre appartements par bloc, afin de réduire l'exposition des façades au rayonnement solaire, a précisé la même source, ajoutant que chaque habitation sera dotée de deux climatiseurs pour garantir un confort thermique optimal aux ré-

sidents. Par ailleurs, la même source a noté que le programme AADL 3 progresse à un rythme soutenu après son passage de la phase d'enregistrement et d'étude à la phase de réalisation sur site, précisant qu'il s'agit de l'un des plus importants programmes de logement lancés par l'État ces dernières années. Selon les données de l'agence, depuis l'ouverture des inscriptions en juillet 2024, qui a vu plus de 1,4 million d'inscrits via sa plateforme numérique, le programme affiche un rythme de réalisation satisfaisant dans plusieurs wilayas, marqué par l'achèvement des gros œuvres sur plusieurs segments et la poursuite des travaux de VRD (voiries et réseaux divers), sous un contrôle technique rigoureux garantissant la qualité et le respect des délais. Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a annoncé début mai, lors de l'inauguration du Salon international du bâtiment « Batimatec », que les premiers logements du programme AADL 3 seraient officiellement livrés avant la fin de l'année en cours. ■

AU DEUXIÈME JOUR DE SA VISITE D'INSPECTION À LA 2^E RM Chanegriha supervise deux exercices tactiques navals et aériens

Poursuivant sa visite d'inspection et de travail à la 2^e Région militaire, le ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le Général d'Armée Saïd Chanegriha, a supervisé, hier, le déroulement d'un exercice tactique naval comprenant un tir de missile, au polygone de tir de la façade maritime Est à Jijel, a appris-on d'un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). Il s'agit, selon la même source, d'un tir de missile antisurface exécuté par une corvette polyvalente, ainsi que d'un exercice tactique aérien exécuté par des avions de com-

bat multi-rôles, comprenant un tir réel de missile antinavire. Le communiqué du MDN rappelle qu'à l'entame de sa visite, le Général d'Armée a suivi, au niveau de l'École d'application des fusiliers marins de Jijel en 5^e Région militaire, un exposé présenté par le commandant des Forces navales, le commandant de la façade maritime Est et le commandant Air de la 5^e Région militaire, portant sur l'idée générale et les phases de déroulement des deux exercices tactiques ainsi que les objectifs escomptés. Embarquant ensuite à bord du navire de commandement et de déploiement des Forces « Kalaat Beni Abbès », Chanegriha a suivi le déroulement de

l'exercice de tir de missile antisurface exécuté par une corvette polyvalente relevant de la façade maritime Est. « La cible a été détruite avec succès et avec une précision remarquable, traduisant le haut degré de préparation des forces engagées, la rigueur dans l'exécution des différentes phases planifiées, la parfaite coordination entre les différentes formations, ainsi que la maîtrise par les personnels des différents systèmes d'armes en dotation », souligne le communiqué. Le chef de l'Armée a également suivi l'exécution d'un exercice tactique aérien comprenant un tir réel de missile antina-

vire, exécuté par des avions de combat multi-missions. L'opération s'est distinguée par un haut degré de professionnalisme à toutes les phases de son exécution, la cible navale ayant été détruite avec une grande précision, traduisant la compétence des équipages des Forces aériennes et leur aptitude à accomplir efficacement leurs missions, ajoute la même source. Le document du MDN conclut qu'à l'issue de l'exercice, les unités navales et aériennes participantes ont rendu les honneurs militaires au Général d'Armée, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'ANP. R. N.

L'EXPRESS



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zoulouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :

NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

LE GOUVERNEMENT SE PENCHE SUR LA CARTOGRAPHIE SOCIALE

Cartographe le territoire autrement

La cartographie sociale a pour objectif de mettre en place un outil d'analyse permettant d'identifier avec précision les besoins sociaux des citoyens à travers des indicateurs démographiques, sociaux et économiques. Cela devrait permettre, entre autres, d'orienter la politique sociale de l'État, qui consacre d'importants moyens financiers dans le cadre des lois de finances pour aider les couches vulnérables. Mais ce soutien doit aller en priorité à ceux qui en ont le plus besoin.

PAR BOUALEM B.

Le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé hier une réunion du gouvernement consacrée à l'examen d'un projet de décret exécutif fixant les règles de sûreté des sources de rayonnements ionisants et de radioprotection. Ce texte vise à renforcer le dispositif national de radioprotection, en encadrant les expositions professionnelles, médicales et du grand public, ainsi que la gestion des sources radioactives et des équipements associés. L'objectif est de consolider le système national de protection contre les radiations, en encadrant de manière stricte les expositions professionnelles, médicales et celles du grand public. Le texte prévoit également une meilleure organisation de la gestion des sources radioactives et des équipements associés, dans une logique de prévention et de maîtrise des risques. En parallèle, les membres du gouvernement se sont penchés sur le plan exécutif de réalisation de la cartographie sociale. Cet outil repose sur une méthodologie structurée, fondée sur un ensemble d'indicateurs mettant en relation les dimensions humaines et les réalités géographiques des différentes régions. Les analyses portent notamment sur la démographie, l'éducation, la santé et la couverture sanitaire, les conditions de vie, l'accès aux services essentiels, la mobilité, les interactions entre territoires, ainsi que les fragilités environnementales et climatiques.



L'objectif affiché est de mieux évaluer les besoins socio-économiques selon les régions, d'améliorer le ciblage des politiques publiques et de tendre vers une répartition plus juste et plus efficace des ressources de l'État. Le gouvernement poursuit ainsi la réduction des déséquilibres territoriaux dans une démarche plus inclusive. La future carte sociale, en particulier, devrait permettre aux décideurs de dis-

poser d'une vision plus précise et actualisée des écarts, afin d'orienter les investissements et les actions publiques vers les zones où les besoins sont les plus urgents. À travers cette réunion, le gouvernement de Sifi Ghrieb envoie un signal de continuité dans la modernisation de l'action publique, entre impératifs de sécurité et exigences de développement équitable. ■

SÉCURITÉ ET DÉVELOPPEMENT

Des think tanks américains saluent le rôle régional de l'Algérie

PAR MAHDI B.

Des chercheurs et experts de plusieurs think tanks américains ayant récemment séjourné en Algérie, à l'invitation de l'Institut national des études de stratégie globale (INESG), ont salué le rôle de leader de l'Algérie sur le continent africain, en particulier sur les dossiers stratégiques de sécurité, d'économie et de développement social. Hier, le directeur général de l'INESG, Abdelaziz Medjahed, a reçu au siège de l'Institut une délégation de chercheurs américains représentant de prestigieux centres d'études stratégiques, dans la perspective d'un travail de réflexion commun sur des questions stratégiques de sécurité et de stabilité, ainsi que sur des sujets d'ordre économique et social. Selon le directeur de l'INESG, ce groupe de chercheurs américains s'est rendu en Algérie pour découvrir ses capacités, son potentiel multiple et diversifié, ainsi que sa vision. Il a précisé que la délégation d'experts et de chercheurs américains « s'intéresse à l'Algérie dans tous ses aspects, car c'est un pays central en Afrique et un pays qui a un poids particulier ». Le directeur général de l'INESG a également souligné, devant la délégation américaine, que « l'Algérie est fermement attachée à sa souveraineté, car la justice ne peut se construire sans elle ». Il a ajouté que « l'Algérie veut se développer, non pas seule, mais dans une logique régionale et continentale. Le maître mot aujourd'hui est l'ouverture ». Sur le plan sécuritaire, il a rappelé que l'Algérie a beaucoup souffert du terrorisme, un fléau qui touche également l'Afrique. Selon lui, sécurité et développement sont indissociables, car

« une armée forte est nécessaire. Il faut aussi améliorer les revenus et le bien-être d'une société très jeune, afin de permettre aux populations de vivre ensemble et de croire en un avenir meilleur ». Les experts de plusieurs think tanks américains présents à Alger ont, de leur côté, relevé les avancées de l'Algérie dans plusieurs secteurs économiques, de défense et de stratégie globale, tant sur le plan de la sécurité que sur celui du développement social. Ils ont salué le rôle déterminant joué par l'Algérie dans son environnement régional, à l'échelle continentale et au-delà. Ils ont également insisté sur l'attachement de l'Algérie au principe de souveraineté dans la prise de décision, notamment en matière de paix et de stabilité régionale. « L'Algérie et les États-Unis partagent beaucoup de choses en commun, ainsi que des objectifs communs », ont-ils indiqué, précisant que leur volonté d'établir des passerelles de coopération s'inscrit dans une logique de respect et de valorisation du partenaire algérien. Le groupe comprend des experts en défense et sécurité, des spécialistes en géopolitique et en affaires économiques et sociales, dont le directeur du programme Afrique du Nord, Méditerranée et Sahel, Hafed Al-Ghwel, chercheur principal au Stimson Center. Ces chercheurs américains ont souligné que l'Algérie dispose d'une compréhension globale d'une approche efficace pour une société stable et prospère, allant au-delà des seules exigences sécuritaires de base. Globalement, ces experts ont insisté sur le fait que l'Algérie s'impose comme une puissance régionale indépendante grâce à sa souveraineté décisionnelle et à son approche globale du développement. Selon William

Wexler, directeur principal du Atlantic Council, l'indépendance de décision de l'Algérie est « admirable », saluant également l'ouverture de son peuple au monde. La directrice exécutive du Middle East Policy Council, Basma Al-Ghoussein, a salué l'approche algérienne dans la gestion des défis, estimant que la politique algérienne ne se limite pas aux aspects sécuritaires et de défense, mais intègre également les questions sociales et de développement. Elle a également souligné une convergence de visions entre l'Algérie et les États-Unis sur plusieurs dossiers internationaux. Le chercheur Hafez Al-Ghwel du think tank Stimson Center a estimé que l'expérience algérienne en matière de politiques de sécurité et de stratégie constitue un modèle régional, compte tenu de l'intérêt accordé à la stabilité régionale en parallèle avec les intérêts nationaux. Romina Pandora, chercheuse principale au Center for Strategic and International Studies (CSIS), a souligné que l'Algérie dispose d'une société jeune et dynamique, ce qui renforce sa position d'acteur clé aux niveaux régional et international, notant que cette jeunesse constitue un facteur influent dans la prise de décision. Dans le même contexte, Sabina Henneberg, chercheuse à l'Institut de Washington pour la politique du Moyen-Orient, a salué le niveau de coopération entre l'Algérie et les États-Unis, estimant qu'il pourrait être élargi à l'avenir pour inclure les secteurs de l'éducation, des technologies modernes et de l'intelligence artificielle. En conclusion, le directeur général de l'INESG a expliqué que cette visite vise à faire découvrir aux experts américains le potentiel de l'Algérie ainsi que sa vision d'avenir. ■

Éditorial L'EXPRESS

DIAGNOSTIC

PAR NASSIM TERKI

L'Algérie poursuit le chantier de la modernisation de son action publique. L'examen, hier, en réunion du gouvernement, du plan opérationnel consacré à la mise en œuvre de la cartographie sociale du pays n'est pas un simple dossier technique de plus. Il marque une étape importante dans la construction d'un État plus précis dans ses diagnostics, plus efficace dans ses interventions et plus juste dans la répartition de ses ressources. Sous la présidence du Premier ministre, Sifi Ghrieb, le gouvernement a ainsi abordé une question centrale : comment mieux identifier les besoins réels des citoyens afin d'orienter avec davantage de pertinence les politiques publiques et les mécanismes de solidarité nationale. Depuis des décennies, l'Algérie consacre des moyens financiers considérables au soutien social. Les différentes lois de finances ont toujours accordé une place importante aux transferts sociaux, à la santé, à l'éducation, au logement ou encore au soutien des catégories vulnérables. Cette orientation constitue l'un des fondements du modèle social algérien. Mais, à l'heure où les défis économiques, démographiques et territoriaux deviennent plus complexes, la question n'est plus uniquement celle des moyens mobilisés. Elle est aussi celle de leur efficacité et de leur ciblage. C'est précisément là que la cartographie sociale prend tout son sens. Le projet repose sur une approche multidimensionnelle articulée autour d'indicateurs démographiques, sociaux, sanitaires, éducatifs, territoriaux et environnementaux. Il s'agit, concrètement, de disposer d'un outil d'analyse capable de révéler avec précision les disparités entre régions, les poches de vulnérabilité et les besoins spécifiques des populations. Les champs d'analyse retenus témoignent d'ailleurs d'une vision globale et moderne de la question sociale : éducation, couverture sanitaire, conditions de vie, accès aux services de base, mobilité, connectivité territoriale, vulnérabilités climatiques... autant de paramètres qui traduisent une compréhension approfondie des réalités du pays. Cette démarche s'inscrit également dans la continuité des programmes de développement des zones d'ombre engagés ces dernières années. Elle traduit une volonté de réduire les déséquilibres territoriaux et de garantir que l'effort national bénéficie prioritairement à ceux qui en ont réellement besoin. Ce projet révèle aussi une transformation plus profonde de la gouvernance publique en Algérie. La place accordée à la numérisation, à l'automatisation de l'analyse statistique et à l'exploitation des données montre que l'État cherche désormais à fonder ses décisions sur des outils scientifiques et des évaluations concrètes plutôt que sur des approches approximatives ou uniformes. Dans un contexte international marqué par les crises économiques, les tensions géopolitiques et les bouleversements climatiques, peu de pays peuvent encore maintenir un niveau élevé de soutien social. L'Algérie, elle, fait le choix de préserver son caractère social tout en cherchant à améliorer l'efficacité de son action. Derrière les indicateurs et les statistiques, c'est finalement une certaine idée de la justice sociale qui se dessine : celle d'un État qui veut mieux connaître son territoire pour mieux protéger ses citoyens.

Elle établit de nouvelles règles financières La Banque d'Algérie encadre plus strictement les importations

La Banque d'Algérie renforce le contrôle des opérations d'importation destinées à la revente en l'état à travers une nouvelle instruction entrée en vigueur le 19 mai dernier. Le texte marque ainsi une nouvelle étape dans la stratégie de rationalisation des importations et de sécurisation des flux de devises. À travers l'instruction n° 05-2026 fixant les exigences en matière de surface financière applicables aux opérations d'importation de biens destinés à la revente en l'état, les autorités monétaires confient aux banques un rôle central dans l'évaluation de la solidité financière des entreprises souhaitant importer des produits pour la revente. Avant toute domiciliation bancaire, les établissements financiers devront désormais procéder à une analyse préalable de la situation patrimoniale et comptable des opérateurs. Le texte, publié en application de l'article 42 du règlement n° 07-01 du 3 février 2007 relatif aux règles applicables aux transactions courantes avec l'étranger et aux comptes devises, définit les conditions financières que doivent respecter les opérateurs économiques avant toute opération d'importation. Selon l'article 2 de l'instruction, la banque domiciliataire est tenue de procéder à une appréciation préalable de la surface financière de l'opérateur économique avant toute domiciliation d'une opération d'importation de biens destinés à la revente en l'état. L'article 3 précise que la banque doit vérifier que l'actif net de l'opérateur économique est égal ou supérieur à son capital social. Cette vérification doit être effectuée sur la base des états financiers du dernier exercice déclarés à l'administration fiscale. Pour les opérateurs économiques nouvellement constitués, la banque domiciliataire peut se baser sur un bilan d'ouverture ou sur une situation financière intermédiaire visée par un commissaire aux comptes. La Banque d'Algérie introduit également une nouvelle limite concernant les engagements extérieurs des importateurs. Selon l'instruction, l'ensemble des opérations d'importation non encore réglées auprès de toutes les banques agréées ne devra, à aucun moment, dépasser 100 % des fonds propres de l'entreprise concernée. L'article 4 précise ainsi que « l'encours des opérations d'importation domiciliées auprès de l'ensemble des banques intermédiaires agréées et non encore réglées ne doit, à aucun moment, dépasser 100 % des fonds propres de l'opérateur économique ». L'article 5 impose par ailleurs à l'opérateur économique de fournir, avant toute domiciliation bancaire, une déclaration mentionnant les encours des opérations d'importation déjà domiciliées auprès des autres banques intermédiaires agréées. Le texte indique également, dans son article 6, qu'une opération d'importation est considérée comme réglée lorsque la banque domiciliataire procède au débit définitif du compte de l'opérateur économique pour la valeur de l'opération. Les nouvelles dispositions ne s'appliquent toutefois pas aux opérations d'importation dont l'expédition des marchandises a déjà été effectuée avant la publication de l'instruction. « Les dispositions de la présente instruction ne s'appliquent pas aux opérations d'importation de biens destinés à la revente en l'état ayant déjà fait l'objet d'une expédition avant la promulgation de la présente instruction », précise la Banque d'Algérie, qui souligne également que ces mesures entrent en vigueur immédiatement à compter de la date de signature de l'instruction par le gouverneur de la Banque d'Algérie. **M. Z.**

DESSALEMENT D'EAU DE MER

L'expertise algérienne

La station de dessalement de Ras el-Abyad à Oran a décroché la deuxième place mondiale aux Global Water Awards 2026, organisés à Madrid. Cette distinction internationale met en lumière les capacités de l'Algérie dans la réalisation de grands projets hydrauliques et confirme la montée en puissance de son expertise dans le dessalement d'eau de mer.

PAR MAHREZ Z.

L'Algérie vient d'obtenir une importante reconnaissance internationale dans le domaine des infrastructures hydrauliques grâce à la station de dessalement d'eau de mer de Ras el-Abyad à Oran, relevant de l'Entreprise algérienne de dessalement de l'eau (EADE), filiale du groupe Sonatrach. Située à Oran, la station s'est classée à la deuxième place mondiale lors des Global Water Awards 2026 dans la catégorie des meilleurs projets de dessalement d'eau de mer. Cette distinction prestigieuse, décernée cette semaine à Madrid devant les principaux acteurs internationaux du secteur de l'eau, consacre l'un des projets les plus stratégiques engagés par le pays ces dernières années afin de renforcer sa sécurité hydrique face aux effets du changement climatique et à la pression croissante exercée sur les ressources en eau. Le projet de Ras el-Abyad, qui joue un rôle central dans l'approvisionnement de la ville d'Oran et des régions avoisinantes, s'inscrit dans le cadre du vaste programme national de développement d'eau de mer lancé par les pouvoirs publics depuis plusieurs années pour sécuriser l'alimentation en eau potable des grandes villes côtières. Ce projet d'envergure a retenu l'attention du jury international notamment en raison de sa capacité stratégique, de son impact régional et de sa contribution à la réduction de la dépendance aux barrages et aux nappes phréatiques. Les experts du secteur ont également salué l'intégration de



technologies modernes de dessalement ainsi que l'apport du projet au renforcement de la résilience hydrique de l'ouest du pays. Pour l'Algérie, cette distinction dépasse le simple cadre technique. Elle traduit une reconnaissance du savoir-faire des acteurs nationaux dans la réalisation de projets hydrauliques de grande envergure et renforce la visibilité du pays sur la scène internationale dans un secteur appelé à jouer un rôle central dans les équilibres économiques et environnementaux des prochaines décennies. Le prix a été remis aux représentants de la station d'Oran dans le cadre du Global Water Summit 2026, organisé du 18 au 20 mai à Madrid, sous le thème « Delivering the Water

Transition » (« Accélérer la transition hydrique »). Considéré comme l'un des rendez-vous les plus influents au monde dans l'industrie de l'eau, ce sommet réunit chaque année des responsables gouvernementaux, des investisseurs, des opérateurs hydrauliques, des industriels ainsi que des experts internationaux spécialisés dans les questions liées à la gestion durable des ressources hydriques.

Organisé par Global Water Intelligence, organisme de référence dans l'analyse des marchés mondiaux de l'eau, ce sommet constitue aujourd'hui une plateforme stratégique où sont débattus les grands enjeux du secteur, notamment le dessalement, la réutilisa-

tion des eaux usées, l'efficacité énergétique des infrastructures hydrauliques ainsi que les solutions technologiques destinées à faire face au stress hydrique mondial. C'est également à l'occasion de cette rencontre internationale que sont attribués chaque année les Global Water Awards, considérés comme l'une des distinctions les plus prestigieuses de l'industrie mondiale de l'eau. Créés au milieu des années 2000, ces prix récompensent les projets, les entreprises et les innovations qui ont marqué le secteur à l'échelle internationale. Les candidatures sont évaluées par un comité d'experts avant d'être soumises au vote des professionnels du secteur à travers le monde. ■

GAZ DE PÉTROLE LIQUÉFIÉ

L'Algérie occupe la deuxième place mondiale derrière les États-Unis

L'Algérie occupe aujourd'hui la deuxième place mondiale des exportateurs de gaz de pétrole liquéfié (GPL), derrière les États-Unis. Depuis le déclenchement du conflit en Iran et les perturbations qui affectent les routes maritimes du Golfe, Sonatrach enregistre des performances records sur ce segment et accélère son déploiement sur les marchés asiatiques. Les exportations mondiales de GPL par voie maritime atteignent, en moyenne, 4,8 millions de barils par jour en mai 2026, selon la plateforme Attaqa, soit près de 600 000 barils de moins qu'en février, avant que les tensions régionales ne viennent désorganiser les routes énergétiques du Golfe. C'est précisément dans cet espace laissé vacant que l'Algérie a réussi à se positionner. Le choc a été particulièrement brutal pour les grands exportateurs de la région. Le Qatar a vu près de 17 % de sa capacité de

production de GNL détruite, pour une période estimée entre trois et cinq ans, selon Reuters. Dans le même temps, le détroit d'Ormuz, passage stratégique pour les hydrocarbures mondiaux, a connu d'importantes perturbations logistiques. L'Inde, fortement dépendante des approvisionnements énergétiques du Golfe, s'est retrouvée confrontée à des tensions d'approvisionnement et contrainte de diversifier rapidement ses sources d'importation. Dans ce contexte, Sonatrach a renforcé sa présence sur le marché mondial du GPL. Le groupe a exporté 6,1 millions de tonnes en 2024, un niveau record qui a généré 444 milliards de dinars de recettes à l'exportation sur ce seul segment. Cette orientation n'est pas le fruit du hasard. Dès 2022, le groupe avait amorcé un repositionnement stratégique vers les marchés asiatiques, profitant notamment de coûts de fret compétitifs depuis la

Méditerranée. Cette stratégie a franchi une nouvelle étape en mars 2026 avec la signature d'un contrat régulier d'approvisionnement en GPL avec un client chinois. Une première pour le groupe algérien, qui marque son entrée durable dans les flux énergétiques asiatiques et ouvre la voie à une présence de long terme sur ce marché à forte croissance. Sur le segment du gaz naturel liquéfié (GNL), en revanche, la dynamique apparaît moins favorable. L'Algérie a enregistré un recul de 8,5 % de ses exportations au premier trimestre 2026 par rapport à la même période de 2025. Le pays a ainsi glissé à la dixième place mondiale des exportateurs de GNL, dépassé notamment par la Papouasie-Nouvelle-Guinée. À l'échelle africaine, l'Algérie conserve toutefois sa deuxième position derrière le Nigeria, dont les exportations ont progressé de 45,4 % sur la même période. Deux trajectoires oppo-

sées coexistent ainsi au sein de Sonatrach : une montée en puissance rapide sur le GPL et une érosion relative sur le GNL. Cette situation soulève la question de la capacité du groupe à transformer l'avantage conjoncturel actuel en un positionnement structurel durable sur les marchés internationaux. L'Algérie demeure aujourd'hui le sixième producteur mondial de GPL, avec une production estimée à 9,7 millions de tonnes équivalent pétrole. Les infrastructures énergétiques d'Arzew fonctionnent à plein régime, tandis que la proximité géographique avec l'Europe et les coûts de fret méditerranéens relativement compétitifs offrent au pays un avantage logistique difficilement replicable par les producteurs du Golfe. Selon S&P Global, un retour à la normale des marchés gaziers dans le Golfe pourrait nécessiter entre six mois et un an après une éventuelle cessation des hostilités. **Y. R.**

MÉDICAMENT VÉTÉRINAIRE

Les importateurs contraints de basculer vers la production

« Le ministère de l'Agriculture aurait interdit l'importation d'une vingtaine de molécules, déjà produites localement. Une mesure visant booster la production nationale. Certes qu'il est important de garantir la disponibilité et diversité de médicaments et vaccins vétérinaires, mais il est aussi important de se projeter dans la production locale. L'enjeu selon les producteurs et importateurs de santé animale est la localisation des intrants et de la matière première. Cependant, au-delà de la matière première, la production exige une technologie de pointe et un savoir-faire qui ne sont pas encore disponible chez une grande partie d'importateurs »

PAR MERIEM KACI

Lors de l'ouverture du salon national de l'Agriculture, de l'élevage et des industries agroalimentaires (SIPSA-FILAHA), le ministre de l'Agriculture, Yacine Oualid il a souligné qu'une filière ne peut être qualifiée d'autosuffisante lorsque les intrants sont importés. D'où la nécessité de passer et soutenir une production locale afin de se libérer de la dépendance. Dans le médicament vétérinaire, le marché dépend en grande partie de l'importation. Pour les vaccins vétérinaires, la dépendance vis-à-vis de l'étranger est totale.

Pour les opérateurs rencontrés, s'il est essentiel d'assurer la disponibilité et la diversité des médicaments et des vaccins, il est désormais crucial de se tourner vers la fabrication locale. Actuellement, les importateurs sont contraints de passer à la production s'ils souhaitent se maintenir sur le marché. Preuve en est, le ministère aurait interdit cette année l'importation d'une vingtaine de molécules déjà produites localement. « Lorsqu'il existe trois producteurs d'une même molécule sur le marché, celle-ci devient interdite à l'importation afin de soutenir la production nationale », explique Boutmedjet Sofiane, directeur technique à Soprovvet, une entreprise pharmaceutique vétérinaire. Cette démarche vise à booster l'économie nationale en permettant aux producteurs locaux d'écouler leurs produits sur le marché intérieur, sans subir la concurrence des produits importés, ajoute la même source.

Les importateurs sont ainsi contraints de se lancer dans la production pour éviter les ruptures de stock et les tensions sur le marché. Certains ont déjà franchi le pas en passant du statut d'importateur à celui de producteur, et envisagent même d'exporter leurs produits, notamment vers le marché africain.

C'est le cas de l'entreprise Futur Veta EURL, spécialisée dans les aliments et additifs, qui cumule aujourd'hui la fonction d'importateur et de fabri-



cant et adaptant son activité aux besoins de ses clients. « Si un client demande un produit importé, nous le lui fournissons. Mais s'il préfère un produit local, nous le fabriquons pour lui », explique le représentant. De son côté, M. Boutmedjet estime que passer de l'importation à la production est un moyen de soutenir l'économie nationale, de créer des emplois et d'atteindre l'autosuffisance et substituer aux produits importés. Pour cette entreprise, les capacités de production sont directement arrêtées en fonction de la demande du marché national. L'entreprise dispose actuellement d'une unité de production, et envisage lancer une deuxième prochainement. Soprovvet exprime son ambition de se développer et d'apporter une valeur ajoutée au marché du médicament vétérinaire. Cependant, pour concrétiser cet objectif, l'opérateur appelle l'État à lui octroyer un terrain industriel. « Nous avons besoin d'une extension pour augmenter nos capacités de production et nous lancer dans la fabrication de vaccins ». Un segment qui dépend actuellement à 100 % de l'importation. « Nous voulons parvenir à la maîtrise des médicaments biologiques », a-t-il ajouté. Ce dernier reconnaît que la maîtrise de la production d'un vaccin est « très com-

plexe », mais leur objectif est « d'y arriver afin d'assurer la sécurité et la souveraineté sanitaires de l'Algérie ». Dans cette optique, M. fait savoir que l'entreprise privilégie autant que possible les fournisseurs locaux. Concernant les antibiotiques, Soprovvet rappelle que le marché des intrants reste monopolisé par la Chine et l'Inde. En revanche, pour les autres ingrédients entrant dans la fabrication des médicaments, le groupe cherche systématiquement des partenaires algériens. « Nous privilégions les fournisseurs locaux parce que nous visons avant tout la stabilité du marché algérien », conclut-il.

Importance de localiser la matière première

Bien que cette démarche soit adoptée pour encourager la production nationale et réduire la facture d'importation, les opérateurs soulignent que les médicaments locaux s'avèrent parfois plus coûteux que les produits importés. Cette situation s'explique notamment par le fait que la matière première reste en grande partie importée, ce qui engendre des tensions sur le marché en cas de rupture de stock à l'international, de guerre ou de crise politique. Un constat fait par un nombre important

de professionnels de la santé animale.

D'après Yasmine Saib, superviseur au laboratoire AAHP (Algerian Animal Health Product) fabrique, conditionne et commercialise des produits pharmaceutiques à usage vétérinaire, l'approvisionnement en matières premières reste un défi majeur. « Nous dépendons de l'importation de matières premières. Lorsqu'il y a des retards de livraison, on subit des préjudices financiers notamment en ce qui concerne la fabrication de produits pharmaceutiques saisonniers dont certaines vitamines et antibiotiques. « Quand nous n'arrivons pas à produire et mettre un produit saisonnier sur le marché, le producteur et l'éleveur sont pénalisés », regrette notre interlocutrice. De plus, ces matières premières étant périssables, « la gestion des stocks exige d'importer rigoureusement en fonction des prévisions arrêtées par l'entreprise », explique Mme. Saib, pour qui, le véritable enjeu réside dans la production locale des intrants. Actuellement, l'Algérie compte une dizaine de producteurs, mais la production nationale ne couvre que 35 à 40 % des besoins du marché algérien. Aujourd'hui, la priorité absolue demeure la sécurité des approvisionnements, « l'essentiel est d'assurer la disponibilité des produits ». Un opérateur explique que le but est de protéger contre les zoonoses et préserver le cheptel contre les pathologies qui impactent directement la production et le processus d'élevage. Pour un représentant de Sanvax, spécialisé dans la santé animale, l'enjeu est d'évoluer vers une production nationale, bien que celle-ci exige l'acquisition d'une technologie de pointe. Les acteurs de ce segment rappellent que passer du statut d'importateur à celui de fabricant exige une technologie de pointe ainsi qu'un savoir-faire. Le coût d'équipement d'une unité de production s'avère être « un frein à l'investissement ». Il peut atteindre, selon un exposant, 2 millions d'euros. ■

Mutations numériques Installation d'un comité sectoriel permanent de recherche scientifique

Le ministre de la Poste et des Télécommunications, M. Sid Ali Zerrouki, a présidé l'installation du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique, chargé de rapprocher la recherche scientifique des besoins du secteur et d'accompagner les mutations numériques, indique mercredi un communiqué du ministère.

L'installation, mardi, du comité sectoriel permanent de recherche scientifique et de développement technologique, s'inscrit dans le cadre de « la mise en œuvre des orientations de l'Etat visant à promouvoir la recherche scientifique, à encourager l'innovation et à rapprocher l'université et les centres de recherche des besoins réels du secteur », précise la même source. Le comité se veut « un espace de concertation et de coordination scientifique et technologique réunissant des représentants des différentes structures du secteur, des établissements qui en relèvent, ainsi que des compétences scientifiques nationales, en vue d'accompagner les transformations numériques et technologiques éfrénées que connaît le monde aujourd'hui ». Il sera notamment « chargé d'examiner et de proposer les orientations stratégiques liées à la recherche scientifique et au développement technologique dans les domaines de la poste et des technologies modernes », tout en œuvrant à « la valorisation des compétences nationales, à l'encouragement de l'innovation et au développement de solutions technologiques nationales répondant aux priorités et défis futurs du secteur ».

A cette occasion, M. Zerrouki a souligné « l'importance stratégique de la recherche scientifique, en tant que pilier essentiel pour la construction d'une économie de la connaissance et le renforcement de la souveraineté numérique et technologique », insistant sur la nécessité de « créer des passerelles entre la recherche académique et les établissements économiques et administratifs, afin de transformer les connaissances en valeur ajoutée et en projets concrets au service du citoyen et du développement national ».

Il a également mis l'accent sur la nécessité « d'orienter les travaux du comité vers des objectifs à rendement rapide et tangible, à travers des projets directement exploitables au profit du secteur et des citoyens ».

M. Zerrouki a aussi appelé à « accorder une attention particulière à l'intelligence artificielle (IA) », soulignant « l'importance d'investir dans ce domaine à travers l'encouragement de la recherche et du développement et la conception de solutions nationales innovantes capables de s'adapter aux évolutions mondiales et de soutenir la transformation numérique en Algérie », conclut le communiqué.

VIANDES DOPÉES AUX HORMONES DE CROISSANCE

Les éleveurs appelés à respecter les délais d'attente

Au cours des dernières années, des médecins tirent la sonnette d'alarme quant aux viandes dopées aux hormones de croissance et antibiotiques. La consommation de ces viandes entraîne des problèmes de santé publique.

Selon des vétérinaires, producteurs et importateurs de médicaments vétérinaires rencontrés au salon Sipsa filaha, les produits mis sur le marché sont « conformes » aux standards internationaux, imputant ainsi la responsabilité de l'utilisation excessive ou abusive des antibiotiques aux éle-

veurs. « Le vétérinaire explique à l'éleveur le mode d'administration de ces produits et les délais d'attente à respecter avant l'injection d'une seconde dose. Cependant, pressés, d'engraisser leur bétail ou volaille, ces éleveurs administrent ces substances sans respecter les intervalles requis ni les délais d'attente avant l'abattage », regrette un vétérinaire. Une pratique entraînant la présence de résidus d'antibiotiques dans la viande de l'animal et le consommateur développe par ricochet, une résistance à cet antibiotique. ■



ELLE PRODUIT DES FILS ET DES BARRES DE CUIVRE EN ALGÉRIE L'égyptienne « Arab Metals » contribue à la réduction de la facture des importations

L'entreprise égyptienne « Arab Metals » continue de renforcer sa présence sur le marché national grâce à de nouveaux projets d'expansion visant à développer la filière locale du cuivre et de l'aluminium. Cette réussite témoigne de la croissance des investissements industriels en Algérie et de la confiance des investisseurs étrangers dans le climat des affaires.



FATIHA A.

« Dans le cadre de l'accompagnement et du suivi des projets d'investissement, des représentants de l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI) ont effectué une visite de terrain au sein de l'entreprise afin d'évaluer ses activités actuelles et ses projets d'expansion, et de recueillir les préoccupations de sa direction. Cette démarche contribue à créer un environnement favorable au développement continu de l'activité industrielle et au renforcement de la production nationale», indique l'AAPI. Selon l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI), l'entreprise, spécialisée dans la transformation des métaux non ferreux, est considérée comme un modèle de réussite en matière d'investissement étranger productif en Algérie. Depuis son arrivée sur le marché algérien en 2012, elle n'a cessé de développer ses activités et d'accroître ses capacités de

production, confirmant ainsi le succès de son projet initial et la conviction de l'investisseur quant à la viabilité de cet investissement et de cette expansion. «Aujourd'hui, l'entreprise occupe une place prépondérante sur le marché national et couvre une part importante des besoins du pays en fils, barres et alliages de cuivre utilisés dans la fabrication de câbles électriques et téléphoniques ainsi que de tableaux électriques», indique l'AAPI. Ce développement a permis de réduire la facture d'importation de ces matières premières d'environ 100 millions de dollars par an, grâce à la production locale. Dans le cadre de son expansion continue, l'entreprise a lancé un nouveau projet en 2024 dans la zone industrielle de Ouedi Harbil, dans la wilaya de Medea. Ce projet, opérationnel depuis mars 2026, affiche une capacité de production de 32 000 tonnes par an de fils, de feuilles et d'alliages de cuivre, de barres de fonte et de raccords. Ces projets ont permis d'obtenir 160 emplois directs, un taux d'intégration locale

significatif et une contribution au soutien de la production nationale et à la réduction des importations. L'entreprise travaille actuellement sur un nouveau projet de production de barres d'aluminium, visant à répondre à la demande du marché intérieur et à ouvrir de nouvelles perspectives à l'exportation. Dans le cadre de ses projets futurs, l'entreprise ambitionne également de développer une usine de fabrication et d'assemblage de pièces et accessoires pour automobiles et motos, après avoir acquis un terrain de 1,6 hectare dans la wilaya de Médéa. Cette expérience confirme que le succès des projets d'investissement originaux constitue un véritable incitatif pour les investisseurs souhaitant développer leurs activités et leurs projets en Algérie. Ce succès s'explique par l'amélioration constante du climat des affaires et la confiance croissante dans les opportunités d'investissement offertes par le pays, ainsi que par le soutien apporté par les pouvoirs publics aux projets industriels à valeur ajoutée.

R.E.

Hydrocarbures Renforcement du partenariat entre Sonatrach et la société espagnole «Arflu»

Le ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a reçu, mardi au siège du ministère, le directeur général de la société espagnole «Arflu», Gonzaga Fernandez, accompagné d'une délégation de cadres de la société, indique un communiqué du ministère. Cette rencontre, tenue en présence de responsables du ministère, a été l'occasion d'examiner les perspectives de coopération et de partenariat entre le groupe Sonatrach et la société espagnole spécialisée dans la conception et la fabrication de vannes industrielles, et d'équipements techniques destinés aux secteurs du pétrole et du gaz et au dessalement de l'eau de mer. Les discussions ont porté sur les moyens de développer la coopération industrielle et technique dans les domaines des équipe-

ments et installations liés au secteur des hydrocarbures, notamment les vannes industrielles destinées aux activités d'exploration, de production, de transport et de traitement, ainsi que les équipements utilisés dans les stations de dessalement de l'eau de mer, dans le cadre des programmes nationaux en cours dans ce domaine. Les deux parties ont, en outre, évoqué la possibilité de mise en place de partenariats industriels visant la localisation de certaines industries et équipements liés au secteur des hydrocarbures en Algérie, le renforcement du contenu local, en sus du transfert de technologie et d'expertise, et du développement des services de maintenance et d'assistance technique. M. Arkab a souligné, à cette occasion, l'importance de soutenir les partenariats industriels contribuant au développement

du tissu industriel national, à la promotion de l'intégration locale et au transfert de connaissances et de technologies, conformément aux orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à renforcer l'industrialisation locale et à valoriser les capacités nationales, notamment dans les secteurs stratégiques liés aux hydrocarbures et au dessalement de l'eau de mer. De leur côté, les responsables de la société «Arflu» ont présenté un aperçu de leur expertise, de leurs capacités techniques, et de leurs solutions industrielles conformes aux normes internationales, exprimant leur intérêt à renforcer leur présence sur le marché algérien à travers des projets de partenariat et d'investissement à long terme.

R.E.

Hydrauliques
Bouzegza insiste sur la continuité de l'approvisionnement en eau

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a effectué, mardi, une visite inopinée à plusieurs installations et centres relevant du secteur dans la wilaya d'Alger, pour suivre le fonctionnement du service public et l'opérationnalité des infrastructures hydrauliques, notamment en ce qui a trait à l'approvisionnement en eau potable et à l'assainissement, à l'approche de l'Aïd el-Adha et de la saison estivale, indique un communiqué du ministère. A cet effet, le ministre s'est rendu à la station d'épuration de Réghaïa ainsi qu'au centre de production d'eau potable d'El Harrach, où il s'est enquis des différentes unités d'exploitation et des conditions de travail au sein de ces infrastructures vitales, selon l'APS. Au cours de cette visite, le ministre a insisté sur la nécessité d'assurer une permanence 24h/24, notamment au niveau des points de contrôle à distance, mettant l'accent sur la mobilisation des moyens et des capacités nécessaires, y compris les équipements et les pièces de rechange, en prévision d'éventuelle panne susceptible d'affecter les installations de pompage, de manière à garantir la continuité de l'approvisionnement en eau des citoyens de manière régulière. Le premier responsable du secteur a mis l'accent également sur l'importance d'informer préalablement les citoyens en cas de modification des horaires d'approvisionnement en eau ou de réalisation de travaux de maintenance, afin de renforcer la transparence et d'améliorer la qualité du service public et la communication avec les citoyens.

R.E.

Développement industriel
L'Algérie et la Biélorussie se mettent sur le même diapason

Le ministre de l'Industrie, Yahia Bachir, a reçu, mardi au siège du ministère, le Vice-ministre biélorusse de l'Industrie, Denis Bakey, et la délégation l'accompagnant, dans le cadre de la poursuite de la concrétisation des résultats des précédentes rencontres et du renforcement de la coopération bilatérale entre l'Algérie et la Biélorussie dans les domaines industriel et économique, selon l'APS. La rencontre s'est déroulée en présence de plusieurs cadres centraux du ministère de l'Industrie, ainsi que des directeurs généraux du groupe public des industries mécaniques (AGM) et de la Société nationale de sidérurgie (SNS). Cette réunion a été l'occasion d'évaluer l'état d'avancement de la coopération bilatérale entre les deux pays, notamment dans les domaines de la mécanisation agricole et de la fabrication de silos de stockage des céréales, outre l'examen des voies et moyens permettant d'accélérer la mise en œuvre sur le terrain des projets convenus et de renforcer les partenariats industriels entre les entreprises algériennes et leurs homologues biélorusses. Les deux parties ont également évoqué les perspectives d'élargissement de la coopération aux industries mécaniques et aux équipements industriels, soulignant l'importance du transfert des technologies et de l'échange d'expertises, en vue de soutenir les capacités industrielles nationales et d'augmenter les taux d'intégration locale. Elles ont, par ailleurs, réaffirmé leur volonté commune de poursuivre la coordination et le travail conjoint afin de traduire les résultats des concertations bilatérales en projets industriels concrets, reflétant le niveau des relations privilégiées unissant l'Algérie et la Biélorussie.

SALON « SIPSA FILAHA AGROFOOD 2026:

Quand l'économie de la connaissance s'allie avec l'agriculture

L'alliance entre l'économie de la connaissance et l'agriculture donne naissance à l'agriculture intelligente. En intégrant le numérique, les biotechnologies et la recherche, les producteurs locaux peuvent améliorer leurs rendements, faire face au changement climatique et garantir leur souveraineté alimentaire.



FATIHA A.

C'est dans cet esprit que le ministre de l'Économie de la connaissance, des Start-ups et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, a axé sa visite hier au Salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie « SIPSA Filaha Agrofood 2026 », qui se tient depuis le 18 mai au Palais des expositions d'Alger.

Selon un communiqué du ministère, publié hier sur sa page officielle facebook, l'événement comprend un pavillon dédié aux start-ups, où les créateurs ont présenté des technologies innovantes, développées localement et hautement intégrées à diverses disciplines agricoles. Parmi celles-ci figurent des systèmes de gestion et d'utilisation efficace de l'eau, l'agriculture de précision, l'hydroponie, la culture hors-sol et l'agriculture verticale, ainsi que des solutions numériques modernes, des équipements et des technologies aquacoles développées localement. Ceci témoigne des solides capacités technologiques du pays, qui peuvent contribuer à la modernisation de ce secteur stratégique.

Le ministre a également visité le pavillon dé-

dié aux centres de recherche et aux incubateurs universitaires, où étaient présentés plusieurs projets agricoles innovants. Plus de 45 startups ont participé à cette 24e édition du salon, aux côtés de plusieurs micro-entreprises et d'organismes de soutien et de financement affiliés au ministère. Notons que cette transformation s'articule autour de plusieurs leviers majeurs. Il s'agit de l'agriculture de Précision avec l'utilisation des données (capteurs connectés, imagerie satellite) pour gérer les cultures au plus près de leurs besoins réels en eau et en nutriments.

Il y a aussi l'Agronomie et les Biotechnologies avec la valorisation de la recherche scientifique pour créer des semences plus résistantes aux maladies et mieux adaptées aux conditions climatiques locales, la Traçabilité et les Chaînes de Valeur pour la création d'un écosystème agroalimentaire intégré permet de suivre les produits du champ à l'assiette, tout en assurant une meilleure valorisation pour les agriculteurs. Ainsi, l'économie de la connaissance transforme le développement agricole en plaçant l'innovation, les données et le savoir-faire au centre des processus de production. Elle permet une agriculture plus rési-

liente et productive grâce à l'intégration de technologies grâce aussi à l'utilisation de capteurs, de drones et de l'intelligence artificielle pour optimiser l'usage de l'eau, des engrais et des pesticides et à la valorisation des informations des exploitations pour créer des écosystèmes où les agriculteurs sont rétribués pour leur contribution à l'intelligence collective. Il y a également une synergie forte entre les centres de recherche agronomique et les agriculteurs pour adapter les cultures au changement climatique avec la montée en compétence et formation des agriculteurs pour gérer des systèmes de production devenus plus complexes et technologiques.

L'impact de cette transformation sur le développement agricole concerne en premier lieu l'optimisation des rendements soit une production plus et mieux avec moins de ressources grâce à des décisions basées sur des données vérifiables et le passage d'une agriculture de subsistance ou extensive à une agriculture à forte valeur ajoutée.

Sans oublier la sécurité alimentaire avec une anticipation des crises climatiques et des variations des marchés grâce à des modèles prédictifs.

Production de dérivés du pétrole
L'Algérie atteindra 50 % d'ici deux ans

L'analyste économique, Houari Tigharsi, a affirmé hier, que les grands projets stratégiques que le gouvernement continue de mettre en œuvre s'inscrivent dans la vision nationale de développement du secteur manufacturier, conformément aux directives du Président de la République visant à accélérer le rythme des grands projets économiques, notamment dans ce secteur.

Intervenant à l'émission « Invité du matin » sur Radio chaine 2, M. Tigharsi a expliqué que la stratégie nationale dans l'industrie pétrochimique vise principalement à réduire la facture des importations de matières premières et à renforcer la reprise économique grâce à l'industrie nationale. Il a souligné que cette stratégie ne se limite plus aux seules industries pétrochimiques, mais s'étend désormais aux industries chimiques, ce qui, selon lui, témoigne d'une vision d'avenir globale pour le développement de divers secteurs économiques et la diversification de l'économie nationale. Dans le même contexte, M. Tigharsi a souligné que l'Algérie produit actuellement environ 35 % de ses produits dérivés du pétrole, selon les données du ministère de l'Énergie. Il prévoit que ce pourcentage atteindra 50 % d'ici deux ans, ce qui soutiendra la production nationale et réduira la dépendance aux importations.

Il a également rappelé que le directeur général de l'Agence algérienne d'investissement avait précédemment révélé que la facture des importations de matières plastiques s'élève à elle seule à environ 3 milliards de dollars, malgré l'existence de ressources locales. Il a insisté sur la nécessité d'investir dans les produits dérivés du pétrole et de diversifier leur production, en plus de développer les différentes ressources nationales. Concernant le secteur minier, l'intervenant sur la chaîne 2 a expliqué que l'Algérie a franchi des étapes importantes, qu'il a qualifiées de « projets du siècle », en référence aux projets de Gara Djebilet, de phosphate et de cuivre. Il a souligné les progrès significatifs accomplis dans ces projets stratégiques. S'agissant des mécanismes d'accès aux industries en aval, M. Tigharsi a insisté sur l'importance de promouvoir la recherche scientifique et d'adapter l'enseignement supérieur à ces tendances économiques. Il a souligné que l'attention portée par le Président à des secteurs spécifiques a influencé les orientations des universités et des établissements d'enseignement supérieur algériennes, en plus du travail mené pour établir des partenariats solides et fiables afin d'attirer les technologies modernes.

F.A.

COLLECTE DES PEaux DE MOUTONS

Le groupe Getex met en place un dispositif numérique pour le suivi de la campagne nationale

Le groupe public textile et cuir «Getex» a mobilisé d'importants moyens matériels et logistiques pour la campagne nationale de collecte des peaux de moutons de l'Aïd El Adha à travers le territoire national, a affirmé le P-DG du groupe, Toufik Berkani, ajoutant qu'un dispositif numérique a été mis en place afin de faciliter l'opération, notamment à travers le suivi des points de collecte et de stockage ainsi que le recensement des quantités collectées, selon l'APS.

Il a précisé à l'APS, que ce dispositif numérique, développé par la direction des systèmes d'information du groupe, comprend une application interne permettant de suivre l'opération sur le terrain, tandis qu'une autre plateforme pour le grand public est en cours de fi-

nalisation et sera accessible via un code QR afin d'améliorer l'efficacité du dispositif de collecte, garantir la fluidité de la circulation de l'information et renforcer la coordination entre les différents intervenants avec un suivi en temps réel des sites de stockage des peaux au niveau des unités de «Getex» et des centres d'enfouissement technique.

Le responsable a souligné que le groupe public a pris une série de mesures pour assurer le bon déroulement de l'opération avec la mobilisation de 27 sites relevant de «Getex» dans 17 wilayas disposant d'une capacité de stockage avoisinant 1,2 million d'unités de peaux, outre 30 Centres d'enfouissement technique (CET) et 73 sites de réception des peaux, outre la mobilisation d'environ 600 travailleurs durant les trois jours de l'Aïd.

Le ministère de l'Industrie avait lancé samedi dernier la campagne nationale de collecte des peaux des moutons de sacrifice dans le but de valoriser cette matière à travers sa transformation en ressource économique, contribuant ainsi au soutien de la production nationale, à la protection de l'environnement.

Dans ce cadre, le ministère a affirmé que le citoyen est appelé à préserver la peau du mouton sacrifié, à la saler et à la sécher correctement, puis à la remettre aux points de collecte dédiés.

Afin de préserver la qualité des peaux, M. Berkani a affirmé que les quantités de sel nécessaires aux opérations de conservation ont été fournies et seront distribuées aux directions de l'industrie au niveau national afin d'être mises à la disposition des centres d'enfouisse-

ment technique et des associations de quartiers.

Une grande importance a été accordée à la formation et à la sensibilisation à travers l'organisation de sessions de formation au profit de 270 encadreurs, sur les techniques de tri et de conservation, en plus du lancement d'une campagne médiatique et la diffusion de vidéos explicatives sur les méthodes de conservation des peaux afin d'améliorer leur valorisation. Concernant l'évaluation de l'opération de collecte des peaux des moutons de sacrifice de l'Aïd El-Adha de l'année dernière, le responsable a affirmé qu'elle a été «positive» avec des résultats «encourageants aussi bien en termes de quantités collectées que du taux de peaux exploitables industriellement».

R.E.

PROMOTION DE L'ENTREPRENEURIAT AUPRÈS DES ÉTUDIANTS

Lancement d'un projet à l'université de Sidi Bel-Abbes

Ce projet s'inscrit dans la volonté de l'établissement de renforcer les liens entre le milieu académique et l'environnement économique, et de faire de l'université un espace propice à l'innovation et à la productivité, permettant ainsi aux étudiants de jouer un rôle actif dans la création de richesse.

L'Université Djillali Liabès de Sidi Bel-Abbès a lancé, mardi, le projet «LEADS», articulé autour de trois axes principaux, dans le cadre de ses efforts visant à préparer les étudiants aux exigences de l'économie de la connaissance et du marché du travail moderne. Les trois axes de ce projet, lancés à l'occasion du 70e anniversaire de la Journée nationale de l'étudiant, portent sur le développement des langues vivantes, le renforcement de la culture entrepreneuriale et le développement des compétences numériques, considérés comme des outils essentiels pour accompagner la transformation technologique et répondre aux exigences du marché du travail. Le recteur de l'université, Bouziani Merah, a souligné que ce projet s'inscrit dans la volonté de l'établissement de renforcer les liens entre le milieu académique et l'environnement économique, et de faire de l'université un espace propice à l'innovation et à la productivité, permettant ainsi aux étudiants de jouer un rôle actif dans la création de richesse. De son côté, la directrice du Centre de développement de l'entrepreneuriat de l'Université Djillali Liabès, Mimane Goussem, a affirmé que le programme «LEADS» incarne une vision intégrée visant à doter les étudiants des outils de compétitivité et d'innovation, en adéquation avec les orientations économiques mondiales fondées sur l'économie du savoir et la numérisation. Parallèlement au lancement du projet, le hall de la bibliothèque centrale «Abbouni Bouziane» a accueilli une exposition mettant en lumière la dynamique entrepreneuriale au sein de l'université et les mécanismes de soutien à l'innovation. L'exposition comprenait divers stands présentant des projets innovants et des proto-



types de startups ayant obtenu le label «Projet innovant», ainsi que des espaces dédiés aux clubs scientifiques pour exposer leurs activités technologiques, offrant ainsi une opportunité d'échange d'expériences et de concrétisation des dimensions pratiques du projet «LEADS». Lors de sa visite de l'exposition, le wali de Sidi Bel-Abbès, Kamel Hadji, a affirmé que les projets et modèles exposés font le niveau de maturité intellectuelle et technique atteint par les étudiants et confirment l'orientation de l'université vers la transformation des idées innovantes en projets économiques capables de créer des emplois. Il a ajouté que les autorités locales continueront à accompagner les jeunes universitaires à travers des mécanismes de soutien, de financement et d'orientation, afin de favoriser leur intégration dans l'environnement

économique. Les activités de célébration de la Journée nationale de l'étudiant ont également été marquées par l'organisation d'une série d'interventions et de conférences académiques portant sur les perspectives du projet «LEADS», l'importance du développement des compétences linguistiques et communicationnelles des étudiants pour renforcer l'ouverture des projets innovants aux marchés internationaux et aux références scientifiques modernes, ainsi que sur l'importance des compétences numériques dans la gestion des startups. Des mécanismes d'accompagnement pédagogique et technique garantissant la pérennité des idées innovantes et leur transformation en projets économiques productifs et à forte valeur ajoutée ont également été présentés.

RENFORCEMENT DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE DURANT L'ÉTÉ

Plus de 100 millions de dinars alloués à Constantine

La direction de distribution du groupe Sonelgaz, à Constantine, a alloué un montant de 105 millions de dinars au renforcement du réseau de distribution d'électricité durant l'été 2026, a indiqué, lundi, le responsable de l'information de cette direction, Karim Boudoula. La même source a précisé que cet investissement a permis de réaliser de nombreuses opérations de renforcement du réseau électrique dans plusieurs communes de

la wilaya, telles que Beni H'midène, Hamma Bouziane, Didouche Mourad et Messaoud Boudjeriou. Des réseaux électriques d'une longueur de 8 km, de basse et de moyenne tension ont ainsi été réalisés, en plus de l'installation de 100 pylônes en béton pour renforcer le réseau aérien de transport de l'électricité. Le réseau a également été renforcé par l'installation de 4 transformateurs électriques d'une capacité de 630 kVA (kilovoltampères) cha-

cun dans les communes de Hamma Bouziane, de Zighoud Youcef et de Didouche Mourad. Parallèlement à ces actions, quelque 20 nids de cigognes ont été installés pour protéger le réseau électrique dans les communes d'Ibn Ziad, de Zighoud Youcef, de Hamma Bouziane et de Messaoud Boudjeriou, afin de réduire les coupures de courant causées par cet échassier tout en le protégeant des électrocutions.

EPH « MOHAMED BOUDIAF » D'EL BAYADH

Recrutement de 11 spécialistes

L'établissement public hospitalier (EPH) « Mohamed Boudiaf » de la wilaya d'El Bayadh a été récemment renforcé par l'affectation de 11 médecins spécialistes, dans le cadre des efforts du secteur de la santé visant à améliorer la prise en charge des patients et à rapprocher les services sanitaires des citoyens, a indiqué ce mardi le directeur de l'établissement.

Mohamed Tahar Chetouh a précisé à l'APS que cette opération s'inscrit dans le cadre du plan de gestion des ressources humaines pour l'année 2026. L'établissement a ainsi bénéficié de 11 médecins spécialistes répartis dans plusieurs disciplines médicales

essentielles, notamment la médecine interne, la chirurgie orthopédique, la chirurgie générale, l'anatomopathologie, la pédiatrie, la gynécologie-obstétrique, les maladies ORL, l'endocrinologie, ainsi que l'imagerie et la radiologie médicales.

Ce renfort humain, en complément du personnel médical et paramédical déjà en poste, permettra d'améliorer la qualité de la prise en charge des patients grâce à la disponibilité de consultations spécialisées et à la réalisation de diverses interventions chirurgicales. Il contribuera également à réduire les déplacements des malades vers des structures hospitalières situées hors de la wilaya, a ajouté le même responsable. Le

secteur de la santé de la wilaya avait déjà bénéficié précédemment de l'affectation de 11 autres médecins spécialistes dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à renforcer la couverture sanitaire spécialisée dans les régions du Sud et des Hauts-Plateaux. Ces affectations concernaient notamment la gynécologie-obstétrique, la pédiatrie, la radiologie et l'imagerie médicale, la médecine interne ainsi que la chirurgie générale et orthopédique. Ces praticiens ont été répartis entre plusieurs établissements hospitaliers de la wilaya, notamment l'établissement public hospitalier « Mohamed Boudiaf » au chef-lieu de wilaya, l'hôpital du chahid « Kadi

Aboubakr » à Bougtob, l'hôpital du chahid « Djermani Mohamed » dans la wilaya déléguée d'El Abiodh Sidi Cheikh, ainsi que le nouvel hôpital de 60 lits « Mezenda Abdelkader » dans la daïra de Bouale. L'opération s'inscrit dans le cadre des efforts des pouvoirs publics visant à renforcer les structures de santé en ressources humaines spécialisées, notamment dans les régions du Sud, afin d'améliorer la prise en charge des patients, d'augmenter les capacités opérationnelles des établissements de santé, de rapprocher les services médicaux des citoyens et de réduire les déplacements vers les wilayas voisines, selon la Direction de la santé et de la population.

Médéa

De nouvelles routes en zones rurales «bientôt» lancées

Des travaux d'ouverture et d'aménagement de nouvelles routes seront lancés «bientôt» à travers de nombreuses zones rurales de la wilaya de Médéa dans le but de revitaliser ces régions et désenclaver leurs villages et hameaux enclavés, à-on informé, lundi, auprès des services de la wilaya. Ces travaux sont financés dans le cadre de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités (CGSCL) et du programme d'aide au développement social et économique des communes (ADSEC), au titre de l'exercice 2026, à-on fait savoir.

Une fois réalisés, ces itinéraires vont désenclaver plusieurs villages éparpillés à travers les zones rurales des communes de Si-Mahdjoub, Ouled-Antar, El-Azzizia, Tablat, Harbil, Ouamri, Ouled-Deid et Guelb El-Kebir, at-on indiqué.

Ces routes seront reliées à des chemins communaux et de wilaya qui assurent la jonction entre les chefs-lieux des communes ciblées et les régions concernées par ce projet, facilitant, d'une part, le déplacement des habitants, et contribuant, d'autre part, au développement des activités agricoles, a souligné la même source. Les services de la wilaya citent, à ce propos, les projets d'ouverture et d'aménagement de routes pour le désenclavement des villages d'Ouled-Azziz, El-Aidaouia, Lasbet, dans la commune d'Ouled-Deid, les villages de Bouhaniche et Boualami, commune d'Ouamri, ainsi que les villages de Beni-Djoughlal, El-baida et Nouaoura, situés dans la commune de Tablat. Des projets de désenclavement sont également programmés dans la commune de Harbil et cibleront les villages de Touahria et El-Merdja, en plus des projets qui toucheront les villages de Ouled Zidane (El-Azzizia), El-Hamra (Ouled Antar), Ain Mokrane (Si Mahdjoub) et El-Khechacheda, Ouled El-Hadj et Sidi Brahim, dans la commune de Guelb El-Kebir, at-on fait savoir.

Gonflement des yeux au réveil

Le signal d'alerte souvent ignoré des **maladies rénales**

Douleurs abdominales, diarrhées, fatigue chronique... Les maladies inflammatoires chroniques de l'intestin touchent plus de 10 millions de personnes dans le monde. À l'occasion de la Journée mondiale des MICI, les spécialistes rappellent le rôle clé de l'alimentation dans la gestion des symptômes et de l'inflammation.



PAR AMEL B

Un simple gonflement autour des yeux au réveil peut parfois cacher une maladie silencieuse et redoutable : l'insuffisance rénale chronique. Souvent banalisé comme un signe de fatigue ou de manque de sommeil, l'œdème palpébral — ce gonflement des paupières particulièrement visible le matin — figure pourtant parmi les premiers signaux d'alerte évoqués par les néphrologues. Lorsque les reins commencent à perdre leur capacité de filtration, ils ne retiennent plus correctement les protéines essentielles, notamment l'albumine, qui fuit alors dans les urines. Ce déséquilibre provoque une accumulation d'eau dans les tissus, d'abord au niveau des paupières, où la peau est extrêmement fine. Selon les estimations internationales relayées par l'Organisation mondiale de la santé, plus de 850 millions de personnes dans le monde souffrent aujourd'hui d'une maladie rénale, soit une part importante de la population mondiale. Les spécialistes alertent surtout sur le caractère discret de cette pathologie : dans de nombreux cas, les symptômes n'apparaissent qu'à un stade avancé, lorsque les reins ont déjà perdu une grande partie de leur capacité de filtration. Fatigue persistante, jambes gonflées, démangeaisons, essoufflement, hypertension difficile à contrôler ou urines mousseuses peuvent accompagner cette détérioration progressive des reins. Le mécanisme de ce gonflement est aujourd'hui bien identifié par les scientifiques. Les reins jouent un rôle essentiel de filtre biologique : chaque jour, ils éliminent les déchets

et l'excès d'eau tout en conservant dans le sang les protéines indispensables au bon fonctionnement de l'organisme. Lorsque ces filtres microscopiques sont endommagés, les protéines commencent à s'échapper dans les urines, provoquant un déséquilibre qui favorise l'accumulation de liquide dans les tissus. Les paupières, dont la peau est particulièrement fine et fragile, figurent parmi les premières zones touchées. Résultat : un visage gonflé au réveil qui peut sembler anodin mais qui constitue parfois l'un des premiers avertissements d'une atteinte rénale plus grave. Le danger réside surtout dans l'évolution lente et silencieuse de cette affection. Contrairement à de nombreuses maladies, les douleurs rénales sont rares au début, ce qui retarde souvent le diagnostic. Beaucoup de patients poursuivent une vie normale pendant des années sans imaginer que leurs reins se détériorent progressivement. À mesure que la maladie avance, l'organisme parvient de moins en moins à éliminer les toxines et l'excès de liquide, augmentant considérablement les risques cardiovasculaires. Plusieurs recherches internationales montrent que les personnes souffrant d'insuffisance rénale chronique présentent un risque beaucoup plus élevé d'infarctus, d'accident vasculaire cérébral et de complications cardiaques graves. Les chiffres mondiaux préoccupent de plus en plus la communauté scientifique. Des études publiées dans la revue médicale *The Lancet* estiment que les maladies rénales pourraient figurer parmi les principales causes de mortalité dans le monde d'ici 2040 si les politiques

de prévention et de dépistage restent insuffisantes. Les chercheurs estiment qu'une personne sur dix serait déjà touchée par une atteinte rénale à différents degrés, souvent sans le savoir. Le diabète demeure aujourd'hui la première cause d'insuffisance rénale dans de nombreux pays, suivi de l'hypertension artérielle. La consommation excessive de sel, le tabac, la sédentarité, l'obésité et l'usage prolongé de certains anti-inflammatoires aggravent également les risques. Face à cette progression inquiétante, les néphrologues insistent sur l'importance du dépistage précoce. Une simple analyse d'urine associée à une prise de sang permet d'évaluer efficacement la santé des reins avant l'apparition de complications irréversibles. Les personnes diabétiques, hypertendues, obèses ou ayant des antécédents familiaux sont particulièrement exposées. Les spécialistes rappellent qu'une prise en charge précoce peut ralentir considérablement l'évolution de la maladie grâce à une meilleure alimentation, une réduction de la consommation de sel, le contrôle de la tension artérielle et certains traitements protecteurs des reins. Aujourd'hui, le message des médecins est clair : un gonflement répété autour des yeux ne doit jamais être ignoré, surtout lorsqu'il persiste plusieurs jours ou s'accompagne d'autres symptômes inhabituels. Derrière ce signe apparemment banal peut parfois se cacher une maladie silencieuse qui progresse pendant des années avant de menacer directement la vie des patients.

A.B

JUMELAGE INTER-HÔPITAUX

Quinze interventions délicates effectuées à El-Oued

Quinze interventions chirurgicales délicates ont été effectuées sur des patients à El-Oued, dans le cadre du jumelage entre l'Établissement public hospitalier «EPH-Benamar Djilani» (El-Oued) et le Centre hospitalo-universitaire «CHU-Khelil Amrane» (Bejaia), a-on appris mardi des organisateurs. L'initiative s'inscrit dans le cadre des efforts du service de chirurgie générale de l'hôpital d'El-Oued portant sur la prise en charge des cas de maladies délicates, notamment l'ablation de cancers de l'appareil digestif, requérant des interventions assurées par des compétences médicales spécialisées, a indiqué le directeur de l'EPH d'El-Oued, Djamel Laâmouri. Ces interventions, pour lesquelles ont été mobilisés des moyens et équipements de pointe, ont été conduites par les professeurs Djamel Benai-bouche, chef de service de chirurgie générale et oncologique au CHU de Bejaia et Salim Belkharci, doyen de la faculté de médecine de l'Université de Bejaia, assistés par un staff médical composé de quatre (4) chirurgiens généralistes, deux réanimateurs-anesthésistes, et une quinzaine de paramédicaux. Les équipements et moyens nécessaires ont été mobilisés, trois jours durant, pour la réussite de ces interventions qui seront suivies de campagnes de consultations ciblant un grand nombre de patients, en vue de leur épargner les déplacements vers d'autres structures hospitalières universitaires du pays. Une session de formation dédiée aux thèmes liés à la chirurgie générale, au diagnostic des cancers de la thyroïde, à la prise en charge des brûlés et des cas d'hémorragie digestive, a été organisée, en marge de ces interventions, en direction des praticiens exerçant au niveau des établissements publics de santé de proximité et des étudiants de la faculté de médecine. L'initiative intervient en application des directives du ministère de la Santé portant dynamisation des jumelages inter-hôpitaux visant l'échange d'expériences médico-chirurgicales.

UNE PREMIÈRE EUROPÉENNE QUI SUSCITE DES INQUIÉTITUDES

La Belgique autorise un **pesticide génétique**

La Belgique a accordé une autorisation temporaire de mise sur le marché à un insecticide expérimental nommé Calantha, développé par la société américaine GreenLight Biosciences, destiné à lutter contre le doryphore, un ravageur majeur des cultures de pommes de terre. Cette autorisation, limitée dans le temps et encadrée par des conditions spécifiques, a été justifiée par les autorités belges au titre de circonstances exceptionnelles, une procédure prévue par la réglementation européenne pour des usages restreints.

Le produit repose sur une technologie dite de biocontrôle par interférence ARN (RNAi), une approche scientifique étudiée depuis plusieurs années. Le principe consiste à introduire des molécules d'ARN capables de désactiver l'expression de gènes spécifiques chez l'insecte ciblé, entraînant sa mort ou l'arrêt de son développement. Cette technique est considérée par plusieurs chercheurs comme une alternative potentielle aux insecticides chimiques classiques, car elle viserait une action plus spécifique sur l'organisme cible. Cependant, selon plusieurs experts et organisations environne-

mentales citées par la presse belge, cette décision soulève des interrogations. L'un des principaux points de débat concerne le manque de données indépendantes à long terme sur les effets écologiques de ce type de technologie, notamment sur d'éventuelles interactions non intentionnelles avec d'autres organismes. Par ailleurs, des acteurs de la filière agricole en Belgique ont indiqué que le secteur n'avait pas exprimé de demande urgente concernant une telle autorisation, dans un contexte où les enjeux actuels portent aussi sur la gestion des excédents de production de pommes de terre.

Sur le plan scientifique, les pesticides à base d'ARN interfèrent font encore l'objet de recherches et d'évaluations réglementaires dans plusieurs régions du monde. L'Union européenne n'a pas encore établi de cadre d'autorisation généralisé pour ce type de produit, ce qui explique le caractère exceptionnel de cette décision nationale. Cette autorisation ouvre ainsi un débat plus large sur l'encadrement des biotechnologies agricoles, entre potentiel de réduction des pesticides traditionnels et incertitudes concernant les impacts environnementaux à long terme.

HONG-KONG**LE GOUVERNEMENT VEUT INTERDIRE DE FUMER SUR LES CHANTIERS**

Le gouvernement de Hong Kong a présenté mardi des amendements législatifs visant à interdire de fumer sur tous les chantiers de construction, après qu'un incendie de grande ampleur dans un complexe immobilier a coûté la vie à 168 personnes l'année dernière.

En novembre dernier, l'incendie le plus meurtrier que la ville avait connu depuis des décennies a ravagé sept des huit immeubles d'habitation du complexe Wang Fuk Court, situé dans le nord de Hong Kong. Le complexe faisait à l'époque l'objet de travaux de rénovation, et une commission d'enquête sur l'incendie a conclu en mars que sa cause probable était le fait que des ouvriers fumaient sur les échafaudages. Les enquêteurs ont également reçu des preuves indiquant que les résidents s'étaient plaints à maintes reprises du fait que les ouvriers fumaient, mais que leurs préoccupations n'avaient pas été prises en compte.

Les amendements proposés «imposeraient des obligations légales claires aux maîtres d'œuvre, aux sous-traitants et à toute autre personne afin d'interdire strictement de fumer sur tous les chantiers de construction, dans le but de réduire les risques d'incendie et de préserver la sécurité des travailleurs et du public», a déclaré le gouvernement dans un communiqué mardi.

Ils désigneraient les chantiers de construction comme des zones non-fumeurs et exigeraient que les inspecteurs du Département du travail veillent au respect de cette interdiction.

CHINE**QUATRE MORTS DANS DES INONDATIONS DANS LE SUD-OUEST**

Des inondations et des glissements de terrain causés par de fortes précipitations lundi et mardi ont fait quatre morts et cinq disparus dans la province du Guizhou, dans le sud-ouest de la Chine, ont rapporté les médias d'Etat.

Le comté de Guiding, dans le Guizhou, a été frappé par de «fortes pluies soudaines et des conditions météorologiques extrêmes», a indiqué l'agence Chine Nouvelle. Des inondations et des glissements de terrain ont submergé des maisons et endommagé des routes, a-t-elle précisé.

«Quatre personnes ont trouvé la mort et les recherches se poursuivent pour en retrouver cinq autres manquant à l'appel», a-t-elle ajouté.

Les autorités ont évacué plus d'un millier de personnes dans le comté voisin de Majiang, a rapporté la chaîne de télévision d'Etat CCTV. Lundi, trois personnes ont perdu la vie après que des crues soudaines ont provoqué le débordement d'une rivière dans un village du district de Xuan'en, dans la province chinoise du Hubei (centre).

RDC**La nouvelle épidémie d'Ebola se propage rapidement, l'OMS inquiète**

L'Organisation mondiale de la santé prévient que cette nouvelle flambée pourrait durer, dans cette région isolée et fragilisée par la présence de groupes armés. Selon les autorités sanitaires congolaises, l'épidémie serait liée à environ 131 décès et plus de 500 cas suspects, dont une trentaine confirmée en laboratoire.



Une nouvelle flambée d'Ebola est en cours dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), suscitant une forte inquiétude de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré être préoccupé par «l'ampleur et la rapidité» de la propagation de l'épidémie, alors que l'organisation a activé une alerte sanitaire internatio-

nale et convoqué son comité d'urgence. Selon les autorités sanitaires congolaises, l'épidémie serait liée à environ 131 décès et plus de 500 cas suspects, dont une trentaine confirmée en laboratoire. Ces chiffres restent provisoires, une partie des cas reposant encore sur des suspicions cliniques en raison de capacités de test limitées dans les zones touchées.

Le virus identifié appartient à la souche Bundibugyo, une variante d'Ebola connue mais

rare, pour laquelle il n'existe pas de traitement antiviral spécifique ni de vaccin largement disponible. La prise en charge repose principalement sur l'isolement des patients, la surveillance des contacts et les mesures de prévention des infections. L'Organisation mondiale de la santé prévient que cette nouvelle flambée pourrait durer, dans cette région isolée et fragilisée par la présence de groupes armés.

Les autorités congolaises affirment avoir renforcé les contrôles aux points d'entrée du pays, alors que le virus a déjà franchi les frontières de la RDC. L'épicentre de l'épidémie se situe dans la province de l'Ituri, dans le nord-est de la RDC, une zone frontalière de l'Ouganda et du Soudan du Sud marquée par l'instabilité sécuritaire et d'importants mouvements de population liés notamment à l'activité minière. Ces conditions compliquent le contrôle de la transmission du virus. Des cas suspects ont également été signalés dans des zones voisines comme le Nord-Kivu, tandis que des cas confirmés importés ont été détectés en Ouganda chez des personnes ayant voyagé depuis la RDC, sans qu'un foyer autonome ne soit identifié dans le pays voisin. Face à cette situation, l'Agence sanitaire de l'Union africaine a déclaré une urgence de santé publique continentale, tandis que plusieurs pays renforcent leurs dispositifs de surveillance sanitaire aux frontières et dans les aéroports. Les autorités rappellent que les épidémies d'Ebola en Afrique centrale ont causé plus de 15 000 décès au cours des dernières décennies, soulignant la persistance du risque épidémiologique dans la région.

LORS DE MANIFESTATIONS CONTRE LA HAUSSE DES CARBURANTS QUATRE MORTS ET PLUS DE TRENTE BLESSÉS AU KENYA

Quatre personnes sont mortes et plus de trente autres ont été blessées au Kenya dans des violences survenues en marge d'une grève des transports publics et de manifestations contre la récente hausse des prix des carburants, a annoncé le ministère kényan de l'Intérieur.

Dans un communiqué publié lundi soir, le ministre de l'Intérieur, Kipchumba Murkomen, a indiqué que les autorités allaient «intensifier la lutte contre le crime organisé et ceux qui cherchent à propager l'anarchie» dans le pays.

Le ministère a fait état de plusieurs incidents enregistrés au cours de la journée, notamment le pillage de supermarchés, l'incendie d'un local du parti au pouvoir, l'Alliance démocratique unie (UDA), dans le comté de Makeni, au sud de Nairobi, ainsi que la destruction de deux camions sur l'axe routier Rironi-Mau Summit. Les autorités kényanes n'ont pas fourni davantage de précisions sur les circonstances exactes ayant conduit à la mort des quatre personnes. La mobilisation avait été lancée par une coalition d'acteurs du secteur des transports.

NIGERIA**175 TERRORISTES ÉLIMINÉS DANS DES OPÉRATIONS MILITAIRES**

Les frappes aériennes menées par l'armée nigériane ces derniers jours dans le nord-est du pays ont permis d'éliminer 175 éléments terroristes du groupe autoproclamé Etat islamique (EI/Daech), a annoncé mardi l'armée nigériane. «175 membres terroristes de l'EI ont été éliminés sur le champ de bataille», a affirmé, dans un communiqué, Samaila Uba, un porte-parole de l'armée. «Les frappes ont permis la destruction de postes de contrôle de l'EI, de caches d'armes, de centres logistiques, d'équipements militaires et de réseaux financiers utilisés pour soutenir les opérations terroristes», a-t-il précisé. L'armée nigériane a expliqué que les opérations en cours avaient pour objectif d'affaiblir les réseaux terroristes.

Ebola**Les Etats-Unis vont soumettre des voyageurs à un dépistage**

Les Etats-Unis ont annoncé lundi un renforcement des contrôles sanitaires à la frontière contre le virus Ebola. Ces annonces, des Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC), principale agence sanitaire aux Etats-Unis, interviennent alors que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré l'épidémie d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC) comme une urgence sanitaire internationale. Washington va mettre en place des contrôles sanitaires pour les voyageurs aériens en provenance des zones touchées et restreindre temporairement l'attribution de visas pour les étrangers ayant voyagé dans ces zones.

Un Américain a contracté le virus «dans le cadre de son travail en République démocratique du Congo», ont annoncé les CDC. Les CDC avaient déclaré, au cours du week-end, travailler au «rapatriement en toute sécurité d'un petit nombre d'Américains directement touchés par cette épidémie». Cet individu a «développé des symptômes au cours du week-end et a été testé positif tard dimanche», et des dispositions sont actuellement prises pour le transférer en Allemagne pour le soigner, a déclaré Satish Pillai, chargé de la gestion d'Ebola au sein des CDC. «A l'heure actuelle, les CDC jugent faible le risque immédiat pour la population américaine, mais nous continuerons d'évaluer la situation et pourrions adapter les mesures de santé publique en fonction des nouvelles informations disponibles», a déclaré l'agence sanitaire dans un communiqué. Selon les derniers chiffres publiés dimanche par le ministre de la Santé de la RDC, Samuel-Roger Kamba, 91 décès seraient liés à la recrudescence actuelle des cas. Environ 350 cas suspects ont été signalés et la plupart des personnes infectées ont entre 20 et 39 ans.

Pays-Bas**Van Persie ne tarie pas d'éloges sur Hadj Moussa**

L'entraîneur de Feyenoord, Robin van Persie, n'a pas tari d'éloges sur l'international algérien Anis Hadj Moussa après la victoire 2-0 contre PEC Zwolle lors de la dernière journée d'Eredivisie. Auteur d'un doublé décisif, le joueur algérien a une nouvelle fois confirmé toute son importance dans l'effectif rotterdamois.

En conférence de presse, Van Persie a reconnu que les qualités individuelles de Hadj Moussa avaient fait la différence : « Bien sûr. Hadj Moussa apporte toujours du danger sur le côté droit. Ce sont deux très beaux buts, surtout le deuxième. Le premier était peut-être un peu chanceux, mais il provoque cette réussite par sa présence et son action. En réalité, nous aurions dû marquer cinq ou six buts aujourd'hui, mais nous ne l'avons pas fait. » Le technicien néerlandais s'est ensuite attardé sur la relation particulière qu'il entretient avec son ailier algérien, soulignant son importance grandissante au sein du club : « Je pense que cela a déjà joué un rôle lorsqu'il a prolongé son contrat jusqu'en 2030 la saison dernière. Il est clair que je suis très heureux avec Hadj Moussa. C'est un garçon spécial, avec un très bon état d'esprit. Cette saison, il est le joueur qui a disputé le plus de minutes dans l'équipe, et cela veut dire beaucoup. Pour moi, c'est un joueur extrêmement important, capable de faire la différence à tout moment. C'est exactement ce type de profil que l'on recherche à son poste. »

Ces déclarations viennent confirmer l'énorme progression d'Anis Hadj Moussa cette saison sous les couleurs de Feyenoord. Arrivé avec un statut de grand espoir en 2024, l'ailier algérien s'est progressivement imposé comme l'une des principales armes offensives du club néerlandais.

Le doublé inscrit contre Zwolle vient d'ailleurs couronner une saison particulièrement aboutie pour l'ancien joueur du Patro Eisden, qui attire désormais l'attention de plusieurs observateurs européens.

Les propos très élogieux de Robin van Persie témoignent également de la confiance totale accordée au joueur algérien au sein du projet sportif de Feyenoord. Une reconnaissance importante pour Hadj Moussa, qui continue de gagner en maturité et en influence, aussi bien en club qu'aux yeux des supporters algériens, qui espèrent désormais le voir s'imposer durablement avec la sélection nationale.

**L1- MOBILIS (29E JOURNÉE)****L'Académie du Paradou chute en L2**

La 29e journée de la Ligue 1 Mobilis restera comme l'une des plus marquantes de ces dernières saisons, non pas seulement par ses résultats, mais surtout par ce qu'elle symbolise. La relégation officielle du Paradou AC, battu à l'extérieur par le MB Rouissat (2-1), dépasse largement le cadre d'un simple verdict sportif. C'est un projet structurant, unique dans le paysage footballistique national, qui se retrouve éjecté de l'élite.



Classé 14e avec 24 points, le Paradou AC accompagnera l'ES Mostaganem et le MC El-Bayadh en Ligue 2 amateur. Si les chiffres sont implacables, ils ne racontent pourtant qu'une partie de l'histoire. La descente du PAC constitue avant tout un coup dur pour l'ensemble du football algérien, tant ce club représentait une exception par son modèle et sa vision à long terme.

Le Paradou, pilier silencieux de la formation algérienne

Depuis son accession en Ligue 1 en 2017, le Paradou AC s'est affirmé comme le principal vivier de talents du pays, formant des joueurs aujourd'hui installés en Europe, dans le Golfe et au sein des différentes sélections nationales, notamment chez les seniors. Ramy Bensebaini, Youcef Atal, Hicham Boudaoui, Adel Boulbina, Abdallah Titraoui ou encore Adam Zorgane incarnent la réussite d'une académie devenue une référence régionale en matière de formation. Cette relégation place désormais le projet du Paradou AC dans une zone de turbulences. En

évoluant en Ligue 2 amateur, le club perd son statut professionnel, un paramètre fondamental pour sécuriser ses jeunes talents, leur proposer des contrats adaptés aux standards du haut niveau et surtout valoriser leurs transferts sur le marché national et international. Sans ce cadre juridique et économique, la continuité du modèle est sérieusement compromise. Sur le rectangle vert, le MB Rouissat n'a pas tremblé. Pour sa première saison parmi l'élite, le club d'Ouargla a validé son maintien grâce à un doublé décisif de Benkheira (35', 43'). Malgré la réduction du score signée Kohili (70'), les « Académiciens » n'ont jamais réussi à inverser la tendance. Une défaite lourde de sens, même si la relégation n'a été officiellement actée que plus tard dans la soirée.

Une relégation qui dépasse le cadre sportif

Le verdict définitif est tombé du stade olympique du 5-Juillet. L'USM Alger, portée par son récent sacre continental, s'est imposée face à l'Olympique Akbou (1-0), grâce à un but rapide

de Bouderbala dès la 1re minute. Ce succès a permis aux Rouge et Noir d'assurer leur maintien et, dans le même temps, d'enterrer définitivement la chute du Paradou AC, désormais hors course. Au-delà d'une saison ratée, la descente du Paradou AC pose une question de fond. Dans un championnat où peu de clubs parviennent à bâtir une politique de formation cohérente et durable, voir disparaître de l'élite la seule académie unanimement reconnue pour son sérieux et son efficacité constitue un recul inquiétant. Ce n'est pas seulement un club qui descend, mais un maillon essentiel de la chaîne de formation nationale qui se retrouve fragilisé. Le Paradou AC jouait un rôle clé dans la valorisation du joueur local et dans la crédibilité du football algérien sur la scène internationale. La Ligue 1 Mobilis continuera, les résultats finiront par s'effacer, mais la relégation du Paradou AC laissera une empreinte durable. Elle interroge profondément sur la capacité du football algérien à protéger, accompagner et pérenniser ses rares projets structurants.

H.M.

Championnats d'Afrique 2026 d'Athlétisme**Nouveau record d'Algérie pour Benhammouda, à la marche**

L'Algérien Ismail Benhammouda a établi un

nouveau record national du 20 km/Marche, lors des Championnats d'Afrique 2026 clôturés dimanche dans la capitale ghanéenne, Accra. Une course dans laquelle il avait échoué au pied du podium, mais son chrono de 1h21:09 lui avait permis d'établir un nouveau record d'Algérie sur cette distance, et qui était détenu depuis seulement trois mois par Souheil Abderrahmane Loui, en 1h21:37.

Un deuxième record national pour Benhammouda dans l'espace de quatre mois, lui qui a

la fin du mois de janvier dernier avait déjà amélioré son propre record national sur le 5000 m/Marche. Il avait réalisé 18 minutes et 57 secondes, au SATO du Complexe Olympique Mohamed-Boudiaf (Alger), lors de la Première Journée Elite et Jeunes Talents Sportifs de l'année 2026. Il avait amélioré l'ancienne marque de 19:26.81, réalisée le 18 mai 2025, lors du Championnat de France Interclubs «Elite», et pendant lequel il avait battu l'ancien record d'Algérie, détenu jusque-là par Hicham Medjbe

Deportivo Alavés**Rebbach s'impose et attire les regards en Europe**

La fin de saison d'Abdellah Rebbach avec le Deportivo Alavés confirme une montée en puissance remarquable en Liga. Longtemps utilisé par intermittence, l'ailier algérien a su profiter des dernières semaines de compétition pour s'imposer comme une option crédible dans le couloir gauche, enchaînant les prestations solides et décisives.

Comme le montre sa dynamique récente, Rebbach a été impliqué dans plusieurs actions importantes. Il a notamment délivré une passe décisive face au FC Barcelone (1-0), été décisif contre le Real Sociedad dans un match spectaculaire (3-3), et contribué offensivement face à Elche ou encore le Celta Vigo avec un but et une passe décisive. Même face à des adversaires de haut niveau

comme l'Athletic Bilbao ou le Valencia CF, il a confirmé sa capacité à peser dans les transitions rapides et les phases offensives. Une seule ombre au tableau reste son absence face au Real Madrid, où il n'a pas figuré dans le groupe.

Cette montée en régime n'est pas passée inaperçue. Selon plusieurs sources proches du marché, plusieurs clubs suivent désormais son évolution. En Espagne, des équipes comme le Valencia CF, l'Sevilla FC, l'Real Sociedad, l'Athletic Bilbao ou encore CA Osasuna surveillent attentivement son profil. À l'étranger, des pistes existent également en Premier League, notamment du côté d'Aston Villa, ainsi qu'en Arabie Saoudite où Al Shabab s'intéresse à son profil.

Sur le plan international, cette progression tombe à point nommé. Le joueur figure dans la liste élargie de l'équipe nationale algérienne en vue de la Coupe du monde 2026. S'il n'a jamais encore été convoqué en équipe A, ses performances récentes pourraient changer la donne, même si la concurrence reste forte et la place en liste finale loin d'être garantie.

Mondial 2026

Les joueurs veulent être protégés contre la chaleur

Dans moins d'un mois, des joueurs venus du monde entier disputeront la Coupe du monde au Canada, au Mexique et aux États-Unis.

Pendant 39 jours et 104 matchs, 48 équipes vont s'entraîner, jouer et voyager, parfois dans des conditions météorologiques que des experts de la santé jugent dangereuses pour les joueurs. Des footballeurs professionnels appellent la Fédération internationale de football association (FIFA) à mettre en place des protections plus strictes contre les températures extrêmes dangereuses durant la Coupe du monde masculine 2026.

Dans une lettre ouverte, des joueurs du monde entier avertissent que le stress thermique peut réduire les performances physiques et accroître les risques pour la santé des joueurs.

Les signataires comprennent des joueurs et ex-joueurs représentant des clubs et des équipes nationales d'Albanie, d'Argentine, d'Australie, d'Autriche, de Belgique, du Canada, du Danemark, d'Allemagne, de Gibraltar, de Grenade, d'Irlande, d'Italie, du Kenya, de Nouvelle-Zélande, de Norvège, du Portugal, de Singapour, d'Espagne, de Thaïlande, du Royaume-Uni et des États-Unis.

«Nous estimons essentiel que tous les joueurs soient protégés des effets de la chaleur, du football de base au niveau élite. Comme l'élite qui dispute la Coupe du monde donne l'exemple aux joueurs du monde entier, il est indispensable que les meilleures compétences médicales disponibles soient mises en pratique», écrivent les joueurs.

Cette lettre intervient après la publication d'un rapport de World Weather Attribution

(WWA) qui met en garde contre une «chaleur dangereuse» susceptible de mettre en péril la santé et les performances des joueurs.

Les joueurs indiquent partager les inquiétudes exprimées par les professionnels de santé et soutiennent leur demande visant à ce que la FIFA actualise son cadre relatif au stress thermique avant la Coupe du monde.

Chaleur «dangereuse» menace santé et performances des joueurs du Mondial

«Beaucoup d'entre nous ont déjà subi l'impact de la chaleur sur notre sport. Elle peut provoquer des étourdissements, des vertiges, de la fatigue, des crampes musculaires, et pire encore. On peut moins courir et il devient impossible de jouer avec la même intensité que par des températures plus normales», écrivent les joueurs dans leur lettre.

«La FIFA est déterminée à protéger la santé et la sécurité des joueurs, des arbitres, des supporters, des bénévoles et du personnel. Les risques liés au climat sont évalués dans le cadre de la planification générale du tournoi et gérés en étroite coordination avec les villes hôtes, les autorités des stades et les agences nationales», a indiqué un porte-parole de la FIFA à Euronews Health.

Pendant la Coupe du monde masculine 2026, la FIFA a instauré des pauses hydratation de trois minutes dans chaque mi-temps.

L'organisation a précisé que, contrairement à d'autres tournois où ces pauses sont déclenchées en fonction des températures, cette

fois-ci elles seront appliquées quelles que soient les conditions météorologiques, afin de garantir des conditions équitables pour toutes les équipes, lors de tous les matchs.

«Par ailleurs, les équipes peuvent effectuer jusqu'à cinq remplacements, un remplacement supplémentaire en prolongation, ainsi qu'un remplacement pour commotion cérébrale, et bénéficient d'au moins trois jours de repos entre les matchs. Des bancs climatisés seront installés pour les staffs techniques et les remplaçants lors de toutes les rencontres disputées en plein air», a ajouté le porte-parole.



ANGLETERRE

Explosion de joie à Londres après le sacre d'Arsenal

Une clameur a envahi certaines rues et quartiers de Londres, mardi soir.

Après 22 ans d'attente, Arsenal a enfin décroché le 14e titre de champion d'Angleterre de son histoire... devant la télévision. Vainqueurs de Burnley (1-0) la veille, les Gunners ont été sacrés mardi soir après le match nul entre Bournemouth et Manchester City (1-1) à une journée de la fin. Au cours de la rencontre - où les Citizens ont été rapidement menés avant d'égaliser dans le temps additionnel -, les fans d'Arsenal se sont, eux, progressivement massés sur le parvis de leur stade, l'Emirates Stadium, pour commencer à fêter la fin de cette longue attente.

Quand le coup de sifflet final a été donné à 180 kilomètres de là, les supporters d'Arsenal ont alors exulté de joie. Et ils ont célébré toute la nuit ce trophée tant attendu après l'avoir plusieurs fois approché ces dernières années (trois deuxièmes places de suite en

2023, 2024 et 2025). Des fumigènes ont été craqués et des chants entonnés pendant de longues heures par cette foule qui est restée très dense et qui a bloqué la circulation une bonne partie de la nuit.

Feux d'artifice, chants, circulation bloquée...

Plusieurs feux d'artifice ont aussi illuminé dans le ciel, principalement dans les rues du nord de Londres, quartier historique du club. Du Tollington Arms le mythique pub des supporters d'Arsenal au parvis de l'Emirates, des pleurs, des cris de joie, des chants et le crépitemment des mortiers ont rythmé une bonne partie de la nuit londonienne. Les supporters croisés par RMC Sport lors de ces festivités ont affiché leur grande confiance pour le doublé Premier League/Ligue des champions puisque les Gunners affronteront le PSG en finale de la C1, le 30 mai à Budapest (18h).

En attendant, les joueurs ont célébré avec ferveur ce sacre dans les vestiaires. «Je vous l'avait dit», a écrit Declan Rice sur les réseaux sociaux en référence à une remarque qu'il avait faite il y a quelques semaines à son équipier, Martin Odegaard, après la défaite sur le terrain de Manchester City (2-1) qui semblait avoir fait perdre la main à Arsenal dans la course au titre. «Ce n'est pas fini», avait-il glissé à son partenaire.

Jurrien Timber, engagé dans une course contre la montre pour pouvoir disputer la finale de la Ligue des champions, a également partagé des photos des célébrations de l'équipe. Au sud de l'Angleterre, Pep Guardiola, qui quittera Manchester City à l'issue de la saison, a salué les nouveaux champions. «Je veux féliciter Arsenal, Mikel (Arteta, manager d'Arsenal qui était son adjoint, NDLR), son staff et les fans pour cette Premier League, bien méritée.

Real Madrid

Endrick revient chez les Merengues

Arrivé à Lyon juste avant Noël sous la forme d'un prêt payant sans option d'achat, Endrick sortait alors d'une situation compliquée au Real Madrid. Cantonné à seulement onze minutes de jeu lors de la première moitié de saison avec le club espagnol, le Brésilien avait choisi l'OL pour retrouver du rythme et de la confiance. Le pari s'est révélé gagnant pour toutes les parties. En quelques mois, l'attaquant a retrouvé son efficacité et son impact offensif, inscrivant cinq buts en championnat, dont un triplé remarqué face à Metz fin janvier et une réalisation lors du succès de prestige décroché au Parc des Princes contre le PSG le 19 avril. Avec également sept passes décisives, il s'est imposé comme l'un des principaux artisans de la spectaculaire remontée lyonnaise au classement. Dans un entretien accordé à l'AFP peu après son arrivée, Endrick avait d'ailleurs qualifié l'OL de «club idéal» pour se relancer. Un sentiment confirmé dans sa vidéo d'adieu publiée mardi soir, sobrement intitulée «Merci OL». «Malheureusement, même s'il est plus fort, un lion ne peut pas rester au même endroit. Je dois maintenant prendre congé et entamer un voyage retour qui sera bien plus long, car je repars avec bien plus de bagages», explique-t-il dans cette séquence sous-titrée en français. Au-delà des statistiques, Endrick a surtout retrouvé de la sérénité dans le Rhône après des mois compliqués à Madrid. Dans sa vidéo, le jeune

Brésilien insiste sur le rôle joué par l'OL dans sa reconstruction sportive et mentale.



ECOSSE

Robertson, McGinn et McTominay au rendez-vous

Le sélectionneur de l'Ecosse Steve Clarke, a annoncé sa liste des 26 joueurs retenus, pour représenter le pays, à sa première Coupe de football depuis 1990, et elle est dirigée par le défenseur de Liverpool, Andy Robertson, le capitaine d'Aston Villa, John McGinn et le milieu offensif de Naples, Scott McTominay. L'Ecosse va tenter de sortir de la phase de poules pour la première fois de son histoire et pour ce faire, Steve Clarke a appelé le latéral Andy Robertson, 32

ans, qui s'apprête à quitter Liverpool après neuf saisons à Anfield où il a notamment remporté deux titres en Premier League et une Ligue des champions. Le milieu John McGinn, 31 ans, a de son côté joué un rôle dans la clé de la renaissance d'Aston Villa cette saison, qui a permis au club de Birmingham d'atteindre la finale de la Ligue Europa et de se qualifier pour la Ligue des champions la saison prochaine, après une victoire 4-2 contre Liverpool. Et Scott McTominay, en vue avec Naples cette saison, tentera

d'alimenter l'avant-centre Ross Stewart, qui évoluait cette saison à Southampton, en 2e division anglaise, où il a marqué 11 buts en 33 matches. Le gardien de Hearts Craig Gordon est le vétéran du groupe retenu, même si à 43 ans il a peu de chances de jouer. Dans le groupe C, l'Ecosse sera opposée à Haïti (14 juin), au Maroc (19 juin) et au Brésil (24 juin). Auparavant les joueurs de Steve Clarke affronteront en matchs de préparation Curaçao le 30 mai et la Bolivie le 6 juin.

PATRIMOINE ÉCRIT ET MÉMOIRE NATIONALE

Des manuscrits pour préserver l'histoire et transmettre l'identité

À l'occasion de la clôture du Mois du patrimoine, le Centre des arts et de la culture du Palais des Rais à Alger a accueilli une journée d'étude consacrée au rôle des manuscrits dans la préservation de la mémoire historique nationale. Chercheurs, universitaires et spécialistes du patrimoine y ont débattu de la sauvegarde, de la numérisation et de la valorisation de ces archives, considérées comme des témoins essentiels de l'histoire et de l'identité culturelle algériennes.



NASSIM TERKI

Le Centre des arts et de la culture du Palais des Rais à Alger a accueilli, mardi, une journée d'étude consacrée au rôle des manuscrits dans la préservation de la mémoire historique, en clôture des activités du Mois du patrimoine. Organisée sous l'égide du ministère de la Culture et des Arts, cette rencontre a réuni universitaires, chercheurs et spécialistes du patrimoine autour d'une réflexion sur la sauvegarde des archives manuscrites et leur importance dans la transmission de l'histoire nationale.

Durant cette journée scientifique, les participants ont insisté sur la valeur des manuscrits comme témoins matériels de la mémoire collective et éléments essentiels de l'identité culturelle algérienne. Les différentes interventions ont mis en évidence l'apport de ces documents, qu'ils soient religieux, scientifiques ou littéraires, dans la compréhension des grandes étapes de l'histoire du pays. Parmi les communications marquantes, celle de Yahia Sari, imam et vice-président de l'Association des oulémas musulmans, a retenu l'attention du public. Sous le thème «Résumé des événements marquants de la glorieuse Révolution algérienne», il a présenté un manuscrit rare intitulé «Le corpus des faits abrégés», une œuvre poétique composée de plus de 5.000 vers retraçant les principaux épisodes de la Révolution algérienne. Selon le conférencier, ce texte a été rédigé par le savant et mufti Abdessamad Mohammed Ben Béchir, né en 1895 à El Affroun. L'œuvre se distingue par la combinaison entre érudition religieuse et qualité littéraire. Yahia Sari a expliqué avoir acquis ce manuscrit en 1989 auprès d'une collection privée, estimant qu'il représente un document de grande valeur historique et culturelle. Il a également souligné que ce travail illustre l'en-

gagement des autorités religieuses dans la préservation de la mémoire nationale à travers la langue arabe classique. La docteure Malika Hamidi, de l'Université de Blida, a pour sa part animé une conférence intitulée «Le rôle des manuscrits scientifiques dans la préservation de l'identité». Son intervention a porté sur l'héritage intellectuel d'Ibn Qunfud al-Kasantini, savant médiéval originaire de Constantine, dont les recherches couvraient plusieurs domaines, notamment l'astronomie, les mathématiques, la médecine et les sciences religieuses. Elle a expliqué que ses manuscrits abordaient des questions liées aux mouvements célestes, aux éclipses ainsi qu'au calcul du temps, démontrant l'importance du savoir scientifique dans l'histoire intellectuelle du Maghreb. La chercheuse a plaidé pour une réhabilitation de ces travaux anciens, dont une partie demeure dispersée entre plusieurs pays du Maghreb et certaines bibliothèques en France. Selon elle, cette démarche permettrait de mieux faire connaître la richesse scientifique et civilisationnelle de la région. La question de la mémoire féminine a également été abordée lors de cette rencontre. Salima Sora Ben El Bey a présenté une communication intitulée «Le rôle des textes de l'écrivaine Assia Djebar dans la préservation de la mémoire des femmes». L'intervenante a mis en avant la notion de patrimoine et le rôle des récits féminins dans la transmission de la mémoire collective. Elle a estimé que les voix des femmes avaient longtemps été marginalisées, aussi bien par les structures patriarcales que par l'histoire coloniale, ce qui a contribué à invisibiliser leurs contributions dans les archives traditionnelles. Dans cette perspective, elle a appelé à élargir la définition du manuscrit afin d'y intégrer d'autres formes de transmission culturelle, notamment le cinéma, la bande dessinée et les traditions orales.

**COOPÉRATION CULTURELLE
ALGÉRO-TCHÈQUE
UN PARTENARIAT
ACADÉMIQUE POUR
RENFORCER LA FORMATION
CINÉMATOGRAPHIQUE**

Un mémorandum d'entente portant sur le développement des échanges académiques dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel a été signé, mardi à Alger, entre l'Institut national supérieur du cinéma Mohamed Lakhdar Hamina et l'École du cinéma et de la télévision de l'Académie des arts du spectacle de Prague (FAMU), à l'occasion de la célébration du 70e anniversaire de la Journée nationale de l'étudiant. La cérémonie de signature s'est déroulée au Palais de la culture Moufdi Zakaria sous la supervision de la ministre de la Culture et des Arts, Malika Bendouda, en présence de l'ambassadeur de la République tchèque en Algérie, Jan Czerny, du directeur de l'Institut national supérieur du cinéma Mohamed Lakhdar Hamina, Bachir Bensalem, ainsi que de plusieurs responsables d'écoles et d'instituts de formation relevant du ministère de la Culture et des Arts. Dans son allocution, Mme Bendouda a mis en avant l'importance de cet accord conclu avec la FAMU, qu'elle a qualifiée de «l'une des plus anciennes et prestigieuses institutions mondiales dans le domaine de la formation cinématographique et audiovisuelle». Selon elle, ce partenariat vise à développer la formation dans les métiers du cinéma et de l'audiovisuel tout en contribuant à l'amélioration des performances artistiques et académiques grâce à l'échange d'expertises entre les deux pays. La ministre a estimé que ce mémorandum représente «une étape qualitative» dans le renforcement des relations culturelles et universitaires entre l'Algérie et la République tchèque. Elle a également souligné qu'il ouvrira «des perspectives prometteuses aux étudiants et enseignants pour bénéficier d'une expérience académique de renommée mondiale». L'accord prévoit notamment l'organisation d'ateliers de formation, de conférences spécialisées, de projets artistiques et de recherches conjointes, ainsi que l'échange de ressources pédagogiques entre les deux établissements. De son côté, Bachir Bensalem a expliqué que cette coopération avec la FAMU ambitionne de «développer les compétences cinématographiques algériennes à travers l'échange d'expertises académiques, les visites étudiantes et l'enseignement conjoint». Il a précisé que le mémorandum permettra également d'accompagner les projets de fin d'études en leur donnant une portée internationale et compétitive. Pour sa part, l'ambassadeur tchèque a salué l'évolution des relations culturelles et artistiques entre Alger et Prague, particulièrement dans le secteur du cinéma. Selon lui, cet accord vise à «faciliter l'échange des expertises, des étudiants et des enseignants entre les instituts spécialisés dans les deux pays». Le diplomate a également indiqué que cette initiative devrait renforcer les liens créatifs entre les jeunes artistes des deux pays, notamment dans les domaines de la bande dessinée, de la conception numérique et de l'industrie du jeu vidéo. Il a enfin souligné que cette coopération pourrait ouvrir de nouvelles perspectives pour la réalisation de projets cinématographiques communs entre l'Algérie et la République tchèque. À travers ce partenariat, les autorités culturelles misent sur une nouvelle dynamique de coopération académique et artistique capable d'accompagner l'évolution du secteur cinématographique algérien et de favoriser l'ouverture des jeunes talents sur les expériences internationales.

MÉMOIRE NATIONALE ET INNOVATION NUMÉRIQUE

Un portail **géospatial** pour revisiter l'histoire de la Révolution

À l'heure où les outils numériques redessinent les modes de transmission du savoir, des chercheurs du Centre national de recherche en aménagement du territoire (Crat) de Constantine misent sur les technologies de la géomatique pour moderniser la valorisation de la mémoire nationale. Leur projet, baptisé «Portail numérique géospatial de la Révolution algérienne», ambitionne de proposer une lecture interactive et documentée des principaux lieux marquants de la guerre de Libération. Présenté cette semaine lors d'une rencontre avec les médias, ce dispositif scientifique, conçu et finalisé en 2025 par une équipe de jeunes universitaires, s'inscrit dans une démarche mêlant recherche historique, cartographie de précision et outils numériques immersifs. Pour lancer cette initiative,

les chercheurs ont choisi la wilaya de Batna, considérée comme un territoire hautement symbolique dans l'histoire de la Révolution. Selon le directeur du Crat, Chaouki Benabbès, cette région représente «le berceau de la Révolution et le théâtre des premières étincelles du 1er Novembre 1954», ce qui en fait un point de départ naturel avant une généralisation progressive du projet à l'ensemble du territoire national. L'originalité du portail repose sur une approche spatio-temporelle croisant les données géographiques avec les archives historiques. Les chercheurs ont ainsi procédé à l'identification et à la cartographie de plusieurs sites liés à la guerre de Libération, notamment les centres de détention, les camps de regroupement, les lieux de batailles, les hôpitaux de campagne et les cimetières de

martyrs. Cette démarche scientifique s'appuie sur des relevés GPS, des outils technologiques avancés ainsi qu'un important travail de terrain mené en collaboration avec des historiens et des spécialistes de la mémoire nationale. Le professeur Benabbès explique que cette confrontation entre archives, témoignages et données géographiques a permis de corriger plusieurs imprécisions récurrentes concernant la localisation de certains sites historiques. «Notre démarche procède d'un travail de terrain rigoureux, adossé à des outils technologiques avancés et des relevés GPS, tout en sollicitant l'expertise critique des historiens», a-t-il indiqué, soulignant que cette méthodologie a contribué à rétablir avec précision l'emplacement de plusieurs infrastructures stratégiques datant de la période colo-

niale. Au-delà de sa dimension mémorielle, le projet se veut également un outil pédagogique et scientifique. Le portail comprend une base de données géographiques, des cartographies thématiques, un livret pédagogique ainsi qu'une plateforme numérique interactive destinée aussi bien aux chercheurs qu'aux étudiants et au grand public. Les concepteurs estiment que cet outil pourrait constituer un support précieux pour l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, notamment dans le contexte de l'introduction progressive des modules «Histoire de l'Algérie» et «Nationalisme et citoyenneté» dans les Écoles normales supérieures. Grâce à son approche visuelle et immersive, le dispositif offre une alternative aux méthodes classiques d'enseignement de l'histoire.

Trait d'esprit

« Nous sommes ce que nous faisons à répétition. L'excellence n'est donc pas un acte mais une habitude. »

Aristote

Sogral lance un service numérique pour l'achat de billets de bus



La Société d'exploitation des gares routières d'Algérie (Sogral) a annoncé, mercredi, le lancement d'un nouveau service numérique permettant aux voyageurs d'acquiescer

des billets de voyage aller-retour via internet, une démarche qui s'inscrit dans le cadre des efforts de numérisation des services du transport terrestre et d'amélioration de la qualité des prestations proposées aux citoyens. Ce service, entré en vigueur depuis le 18 mai courant, concerne dans une première étape les dessertes allant de la gare routière d'Alger vers Biskra, Sétif et Tlemcen, avant d'être généralisé progressivement aux différentes gares routières du pays, précise le communiqué de Sogral. L'application numérique «Mahatati» permet aux voyageurs «de consulter le programme des voyages et leurs horaires avant d'acheter leurs billets aller-retour», offrant ainsi un service «plus rapide, efficace et adapté aux besoins des citoyens», ajoute la même source. Sogral a souligné que le lancement de ce service intervient en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, visant à faciliter les déplacements des citoyens et à améliorer les conditions d'accueil des voyageurs, à travers la mise à disposition de solutions numériques permettant la planification préalable du voyage, et la réservation des billets à distance, sans avoir à se déplacer vers les gares routières. La société indique poursuivre ses efforts pour développer ses services et renforcer le processus de la transformation numérique du secteur des transports, afin de répondre aux attentes des voyageurs et d'améliorer la qualité des services publics, conclut le communiqué.

Flottille Global Sumud : la France et l'Italie convoquent l'ambassadeur d'Israël



La France et l'Italie ont convoqué hier l'ambassadeur d'Israël pour protester contre le traitement infligé à des militants de la flottille humanitaire à destination de Gaza. Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, a dénoncé des « agissements inacceptables » après la diffusion par Itamar Ben Gvir, ministre israélien de la Sécurité nationale,

d'une vidéo montrant des militants ligotés et à genoux. Barrot a exigé le respect et la libération rapide des Français impliqués. De son côté, la Première ministre italienne Giorgia Meloni a réclamé la libération immédiate des Italiens détenus et des excuses d'Israël, qualifiant ce traitement d'« intolérable » et d'« atteinte à la dignité humaine ».

Saisie de 3,17 kg de cocaïne à Oran

Les douanes d'Oran-Extérieur et l'Armée nationale populaire (ANP) ont intercepté 3,17 kg de cocaïne lors d'une opération conjointe. Sept suspects ont été arrêtés et quatre véhicules touristiques saisis. Les mis en cause ont été déférés devant le parquet de Fellaoucene pour enquête. Cette intervention s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le crime organisé.

ASL Airlines France lance une promotion estivale Algérie-France à partir de 6 000 DA

ASL Airlines France propose des billets à partir de 6 000 dinars algériens pour ses vols estivaux entre l'Algérie et la France, ciblant notamment la diaspora. La promotion, valable jusqu'au 24 octobre prochain sous réserve de disponibilité et hors frais supplémentaires, couvre huit destinations françaises (Paris-Orly, Paris-CDG, Lyon, Lille, Mulhouse, Saint-Étienne, Clermont-Ferrand, Perpignan) et sept villes du pays (Alger, Oran, Béjaïa, Annaba, Tlemcen, Sétif, Constantine). La compagnie cherche ainsi à consolider son offre sur ce marché porteur.

Oran sous les projecteurs du Championnat d'Afrique Open de para-powerlifting

Du 21 au 24 mai 2026, Oran devient la capitale africaine du para-powerlifting en accueillant le Championnat d'Afrique Open, un événement d'envergure internationale qui rassemble plus de 100 athlètes issus d'une vingtaine de pays, dont des délégations asiatiques et européennes. Organisée par la Fédération algérienne handisport (FAH) au complexe olympique Miloud-Hadefi, cette compétition s'annonce comme une vitrine du savoir-faire algérien en matière d'organisation sportive. Les délégations, hébergées au Village méditerranéen, bénéficient d'un accueil soigné, tandis que l'Algérie met en

avant son engagement pour le handisport, avec des formations pour arbitres et des séances de classification en amont. La sélection nationale, forte de 27 athlètes (dont 10 femmes), mêle expérience et jeunes talents, avec des figures comme Hocine Bettir ou Sabrina Moussaoui en tête d'affiche. Au-delà de la performance sportive, ce championnat est une opportunité pour l'Algérie de renforcer son leadership dans le handisport africain et de prouver sa capacité à organiser des événements de classe mondiale. Une nouvelle preuve que le pays s'impose comme un acteur clé du mouvement paralympique.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

OLYMPIADES DES MÉTIERS 2026 DANS TROIS WILAYAS

Talents et compétences en compétition

La phase locale des Olympiades des métiers pour l'année 2026 a été officiellement lancée, hier, dans les wilayas de Sétif, de Batna et d'El Tarf. À Sétif, les instituts nationaux spécialisés de formation professionnelle (INSFP) Haddadi-Cherif et Baïche-Abdelkader accueillent ces olympiades 2026 auxquelles prennent part 237 stagiaires qui concourront durant deux jours dans 41 spécialités.

Le directeur de la Formation et de l'Enseignement professionnels de la wilaya de Sétif, Ahmed Belguemri, a déclaré à l'APS, en marge du lancement de la compétition à l'INSFP Haddadi-Cherif, que les éliminatoires, qualificatives pour le tour régional puis le tour national, se déroulent sous le patronage du ministère de tutelle, sous l'égide du wali, Mustapha Limani. Il a ajouté que ces olympiades «représentent une précieuse opportunité de découvrir les talents et de mettre en valeur les compétences et les aptitudes professionnelles des stagiaires dans différentes spécialités enseignées dans les 35 établissements du secteur à travers la wilaya, telles que la numérisation, les arts graphiques, l'industrie, le tourisme, l'agriculture et la pâtisserie». Les lauréats seront annoncés par un jury spécialisé et le meilleur dans chacune des disciplines sera désigné pour représenter la wilaya lors des prochaines qualifications et contribuer, ainsi, à pourvoir le marché du travail par une main-d'œuvre qualifiée, a encore précisé le responsable. À Batna, les Olympiades des métiers pour 2026, dont le coup d'envoi a été donné depuis le centre de formation et d'apprentissage (CFPA) du pôle urbain Hamla 2, dans la commune d'Oued Chaâba, réunissent 68 concurrents dans 16 spécialités parmi lesquelles l'électroni-



que et la mécanique des véhicules lourds et légers, le froid et la climatisation, selon le responsable de la gestion de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels, Cherif Djeghaba. Le responsable a affirmé que tous les moyens humains et matériels ont été mobilisés pour la réussite de ces éliminatoires de wilaya prévues sur deux jours, encadrées par des enseignants spécialisés. Il a également précisé que cette compétition, destinée aux jeunes formés dans les établissements de formation et d'enseigne-

ment professionnels, vise à mettre en valeur les compétences des jeunes et à renforcer leur employabilité sur le marché du travail. La maison de jeunes Ahmed-Betchnie d'El Tarf a également abrité la phase de wilaya de ces olympiades des métiers qui réunit 58 stagiaires qui concourront durant trois jours dans 11 spécialités dont les «solutions logicielles en technologies de l'information», «réception en hôtellerie», «installations électriques», «cuisine» et «construction métallique», selon les organisateurs. ■

Sonelgaz et TchadElec scellent un partenariat pour une centrale de 40 MW à N'Djamena

Le directeur général par intérim de Sonelgaz a reçu, hier, le directeur général de TchadElec, en présence de plusieurs cadres dirigeants du groupe. La rencontre intervient après une série de visites techniques et de terrain réalisées par la délégation tchadienne au sein d'infrastructures du groupe algérien, au terme desquelles les visiteurs ont pu constater l'expertise nationale dans la production, le transport et la distribution d'électricité. Lors de la séance de travail, les deux parties ont examiné les aspects techniques du projet de réalisation d'une centrale électrique de 40 mégawatts à N'Djamena, dont la mise en œuvre est supervisée par Sonelgaz International. Ce dossier, présenté comme

stratégique, s'inscrit dans la volonté du groupe de renforcer sa présence sur le marché africain et d'accompagner les pays frères dans le développement de leurs infrastructures énergétiques. Les échanges ont mis en exergue l'importance de la formation et du transfert de savoir faire. Les deux délégations ont souligné que la construction d'un partenariat durable suppose un volet ambitieux de renforcement des capacités techniques et humaines, afin d'assurer la pérennité des installations et l'autonomie des équipes locales dans la gestion et la maintenance des ouvrages. La réunion réaffirme par ailleurs l'engagement de Sonelgaz à appuyer ses partenaires africains à travers des projets structurants,

fondés sur le partage d'expertise et la coopération Sud Sud. Pour l'Algérie, ce type d'initiative traduit une stratégie d'ancrage régional visant à consolider des relations économiques et techniques avec les pays du continent. À présent, le projet devrait entrer dans une phase d'approfondissement technique et de planification opérationnelle, avec la définition des calendriers, des ressources humaines mobilisées et des modalités de transfert de compétences. Suivant l'avancée des études et accords, la construction de la centrale de 40 MW à N'Djamena pourrait constituer un jalon important pour la sécurité énergétique du Tchad et pour le développement des capacités locales.

R. N.